

# BM90

## Baromètre Gouvernance Responsable Maroc

### 1<sup>er</sup> édition 2023

*Basée sur les données 2022*

2023

- Précurseur en termes de gouvernance responsable, le Maroc a dès 2008 aménagé le contexte réglementaire et légal et promu les codes de bonnes pratiques conjuguant performance économique, impact social et sociétal, durabilité environnementale.
- La loi sur la SA et ses évolutions en 2019 et 2020 ont renforcé le rôle des administrateurs indépendants et l'équilibre des genres dans les Conseils, relayées notamment par les institutions telles l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, Bank Al Maghreb, la Bourse des valeurs de Casablanca, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, le Conseil Economique Social et Environnemental, qui ont contribué à diffuser la culture de la Responsabilité Sociale et Environnementale comme levier majeur de création de valeur pour toutes les parties prenantes, incitant les Entreprises faisant Appel Public à l'Epargne à communiquer sur leurs engagements dans la prise en charge du E de l'Environnement, du S du Social et du G de la Gouvernance.
- La conscience accrue des enjeux et des risques liés à l'Environnement, au Social et à la Gouvernance d'une part, la pression internationale liant l'inscription dans les chaînes de valeur mondiales au respect de ces enjeux et la publication imminente par la Commission Nationale de Gouvernance d'Entreprise des codes révisés d'autre part, présagent d'une évolution des pratiques favorable à orienter la stratégie des entreprises en cohérence avec les exigences de la finance responsable, dans le sens de la prospérité des actionnaires et de l'utilité économique et sociale de l'investissement.
- S'inscrivant dans cette perspective d'une Gouvernance toujours plus Responsable, CFA, CGEM, IMA et Ethics & Boards ont conclu en novembre 2022 un partenariat pour structurer un Baromètre conçu comme un outil d'évaluation transparente de la gouvernance, visant à dresser un état des lieux des pratiques de gouvernance, au delà de la conformité aux lois et aux codes, puis à en mesurer annuellement la progression.
- La première édition du Baromètre de Gouvernance Responsable confirme l'avancée de la Gouvernance en termes de comités spécialisés, d'intégration des administrateurs indépendants, et de sensibilisation à l'équilibre des genres dans les conseils.
- Cependant, des progrès restent à accomplir pour améliorer la complétude et la diffusion des informations, d'une part, l'intégration des engagements ESG dans la stratégie des entreprises et leur traduction en plans d'action et en objectifs chiffrés d'autre part.
- Ainsi espérons-nous que ce baromètre pose pour les Entreprises marocaines les jalons sur la voie de la Gouvernance Responsable.

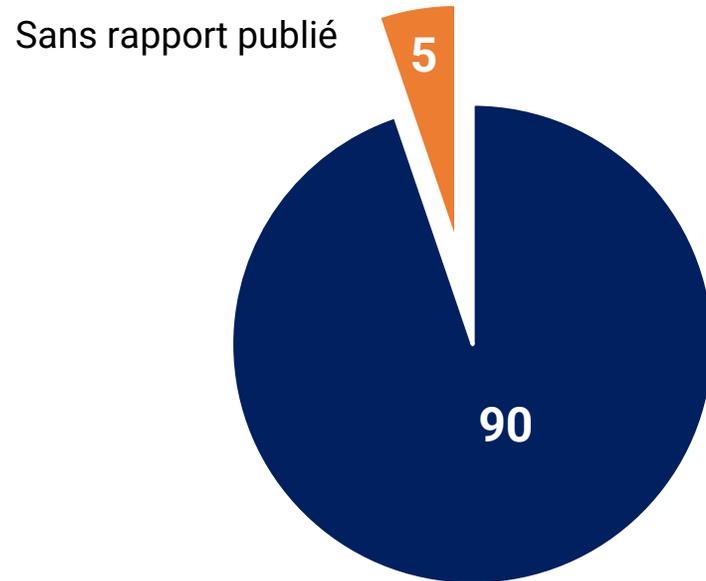
# Baromètre Gouvernance Responsable

1. **Périmètre, méthodologie et scope**
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

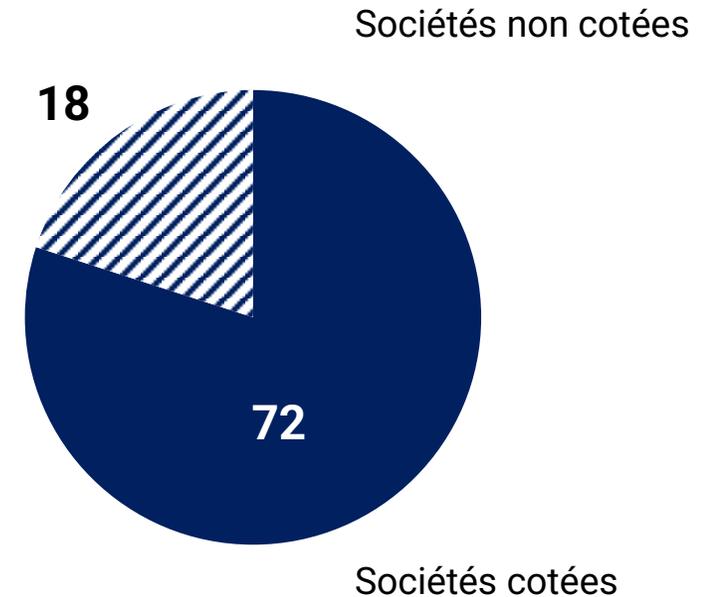
# Le Périmètre du baromètre s'étend à l'ensemble des sociétés cotées et non cotées faisant Appel Public à l'Épargne

- Périmètre initial : 95 entreprises dont 77 entreprises cotées et 18 non cotées faisant APE, toutes de droit marocain
- Parmi ces 95 sociétés marocaines, 5 n'ont pas publié de rapport annuel 2022 à date du 1<sup>er</sup> septembre 2023
- Cette 1<sup>ère</sup> édition du baromètre Gouvernance Responsable Maroc couvre donc 90 sociétés faisant appel public à l'épargne (BM 90), dont 72 cotées et 18 non cotées

## Scope initial : 95 émetteurs APE



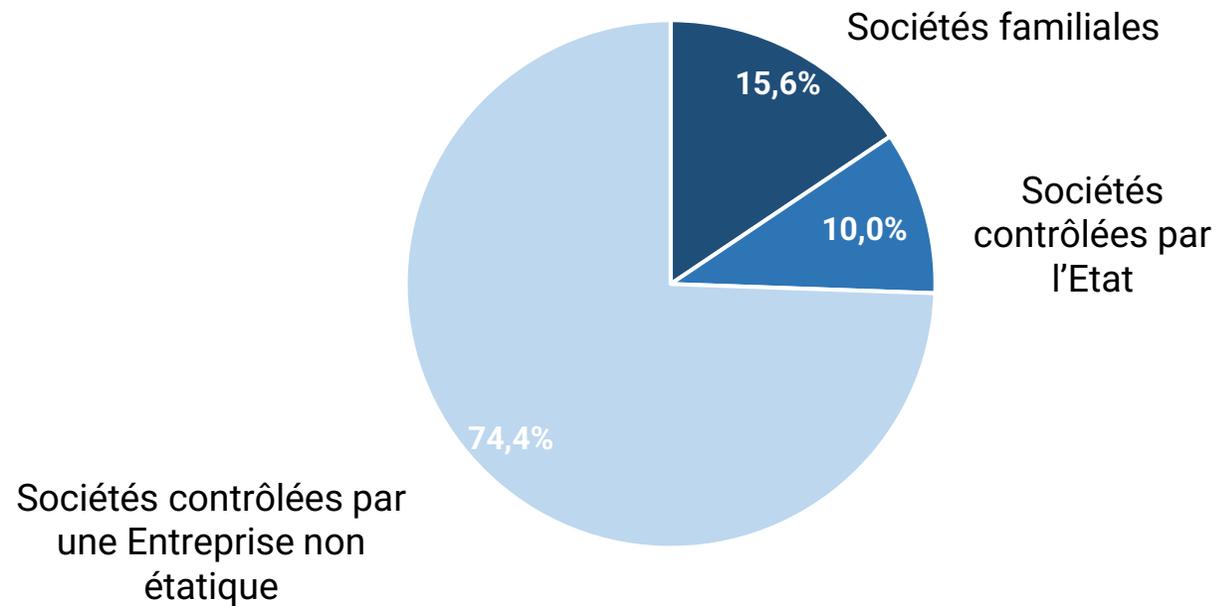
## Scope du 1<sup>er</sup> baromètre : BM90



## La méthodologie s'appuie sur les compétences et l'expertise mises en commun par CFA, CGEM, IMA et Ethics & Boards

- Les données des sociétés ont été collectées sur la plateforme digitale Ethics & Boards à partir des rapports annuels 2022 des sociétés, rapprochés des, et complétés si besoin par, les sites officiels des sociétés ou celui de l'AMMC.
  - ✓ Les analyses sont effectuées conjointement par les 4 parties prenantes
  - ✓ La plateforme E&B peut recueillir, analyser et restituer plus de 400 indicateurs par entreprise
  - ✓ Pour cette première édition, jusqu'à environ 100 points de données par société sont collectés et près de 50 indicateurs calculés et restitués. La base de données ainsi que le baromètre seront enrichis chaque année par de nouveaux points de données grâce à l'effort de transparence et de communication des entreprises
- Les pratiques de gouvernance sont observées et appréciées par rapport à:
  - ✓ La Conformité aux lois & au code de gouvernance
  - ✓ Les pratiques volontaires de gouvernance responsable
  - ✓ L'effort de diffusion et de transparence des sociétés
- Outre l'état des lieux en termes de gouvernance et l'acquis en termes de méthodologie, cette première édition a également permis de constituer une base de données initiale très riche du fait des indicateurs recueillis.

**La répartition du Baromètre Maroc 90 selon la typologie d'actionnaires fait apparaître 100% des sociétés contrôlées**

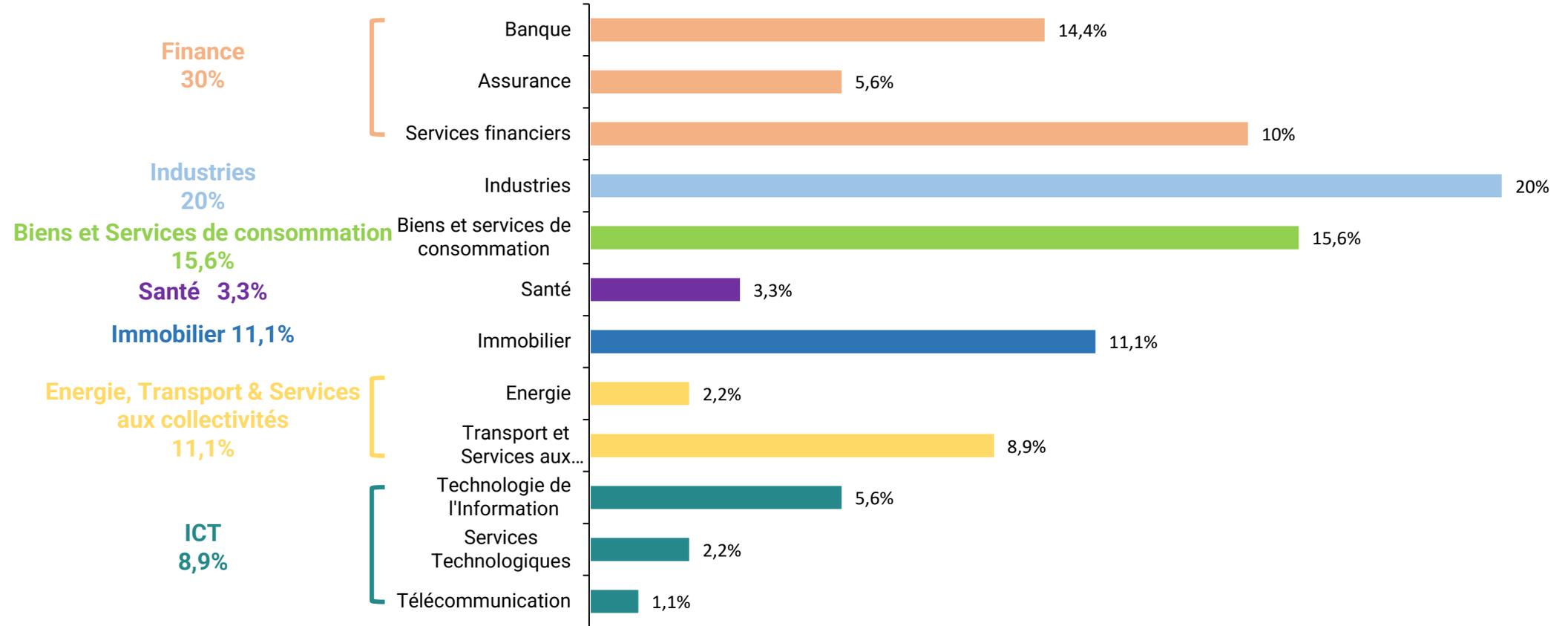


*définition*

Critère de société contrôlée : le 1<sup>er</sup> actionnaire ou pacte d'actionnaires détient au moins 33% de capital ou de droit de vote de la société, lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société

## Répartition sectorielle du BM 90

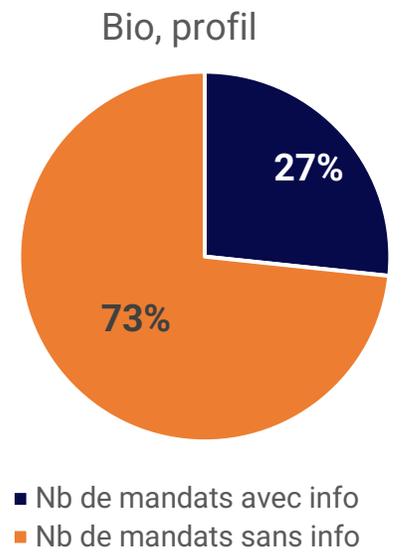
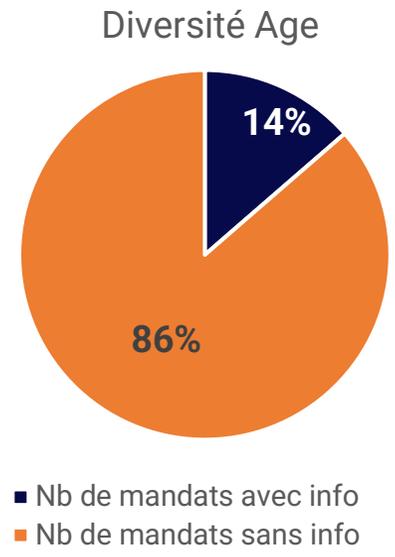
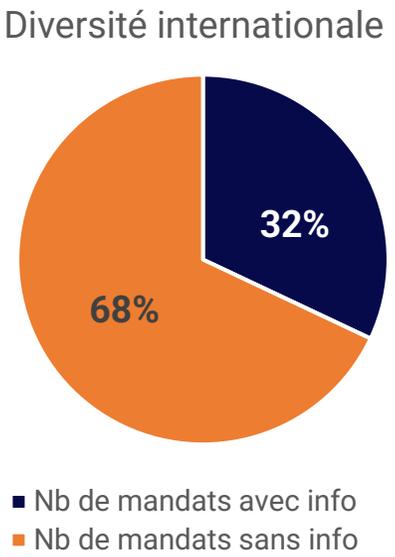
- Le secteur financier représente 30% des entreprises du panel, suivi du secteur industriel – 20%



# Baromètre Gouvernance Responsable

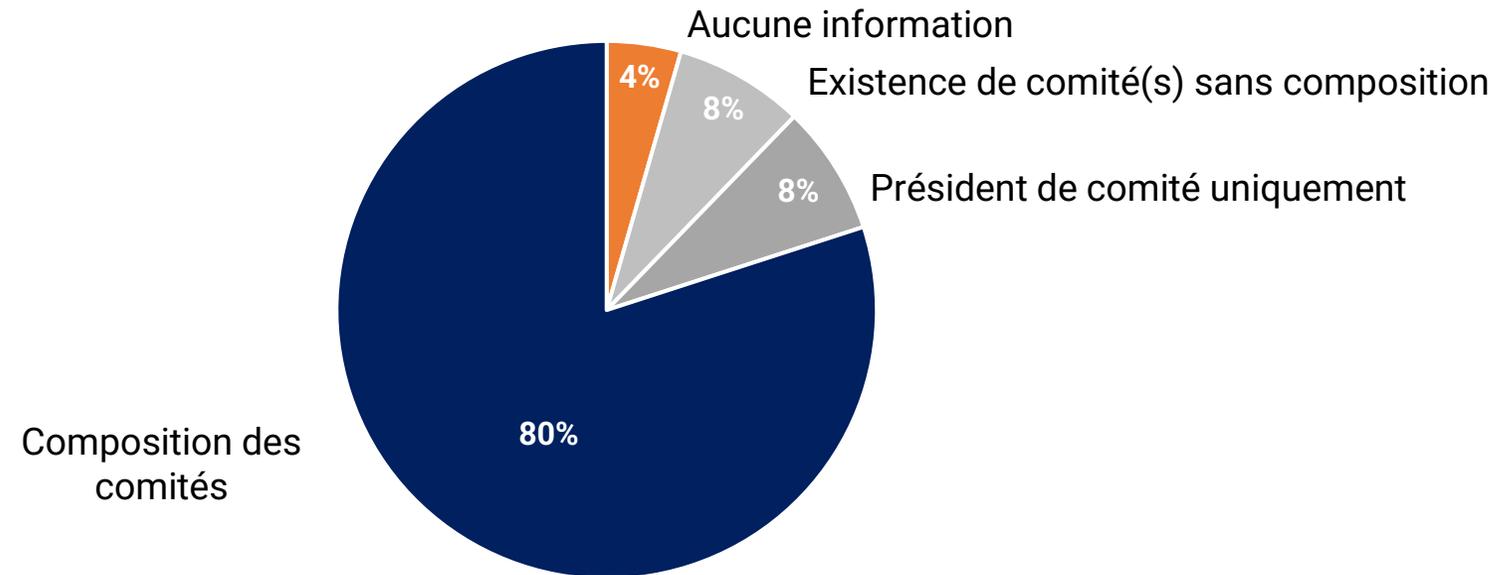
1. Périmètre, méthodologie et scope
- 2. Diffusion des données**
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

Concernant la composition du Conseil, 99% des sociétés communiquent sur le genre, alors que l'information sur l'indépendance, la nationalité, l'âge, le profil et le parcours des membres reste à améliorer



## Alors que 80% des sociétés publient la composition des comités de conseils, 4% ne communiquent aucune information sur les comités

- 8% des sociétés ne communiquent que sur les Présidents de Comités
- 8% des sociétés ne diffusent que l'existence des Comités, sans aucune information sur leurs compositions



# La publication des données relatives au fonctionnement du conseil reste insuffisante

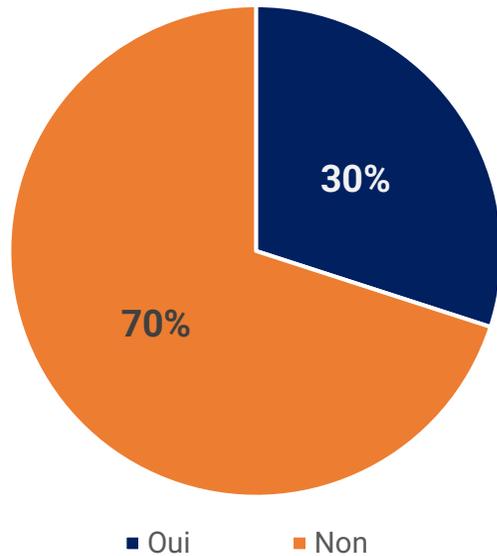
- 27 sociétés, soit 30% ont publié des informations sur le fonctionnement du conseil, le nombre de réunions ou l'assiduité moyenne des administrateurs
- 26 sociétés, soit 29%, ont communiqué le montant global de la rémunération attribuée aux membres du conseil en 2022



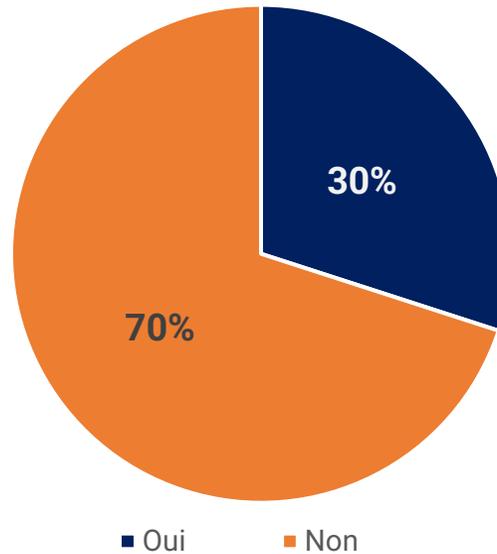
La publication du nombre de réunions, de l'assiduité individuelle et de la rémunération des administrateurs est exigée par l'AMMC

Répartition des sociétés selon la publication des données

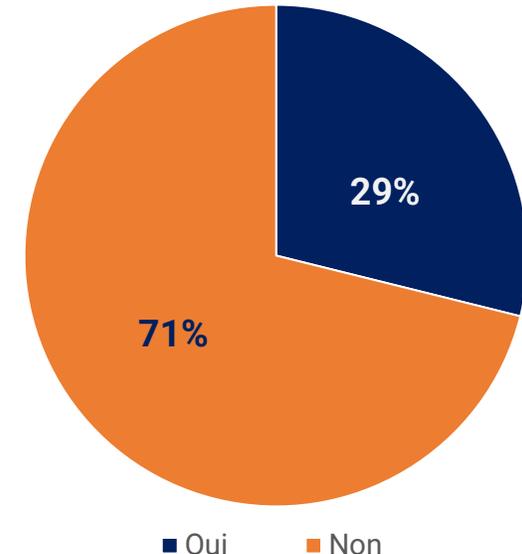
Nb de reunions de conseil



Assiduité moyenne



Rémunération totale attribuée au conseil



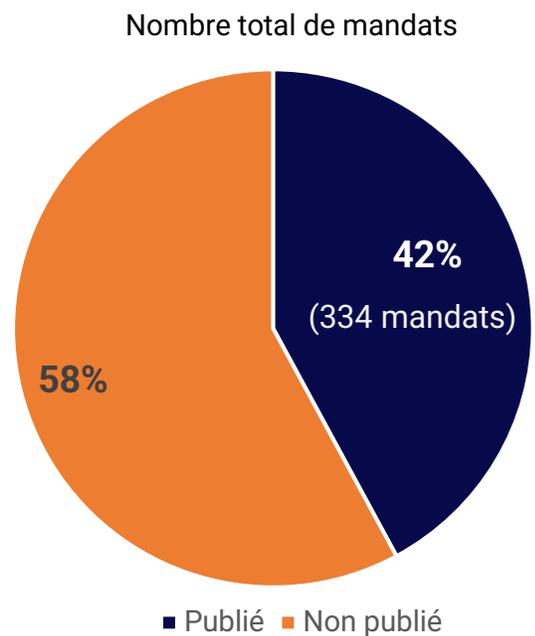
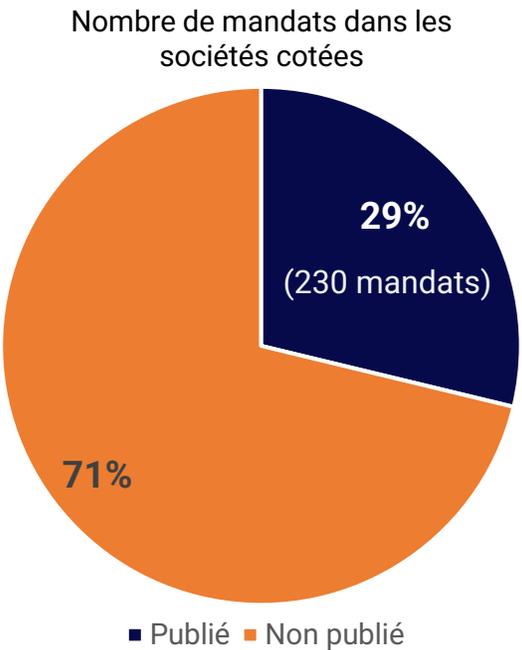
# La publication des données relatives aux mandats concerne moins de la moitié des membres de conseils

- Le nombre de mandats non exécutifs détenus dans les sociétés cotées est publié individuellement pour 29% des membres de conseil
- Le nombre de mandats non exécutifs détenus dans toutes les sociétés et organisations est publié individuellement pour 42% des membres de conseil



La publication du nombre de mandats des administrateurs est exigée par l'AMMC

Répartition des membres des Conseils selon publication du nombre de mandats



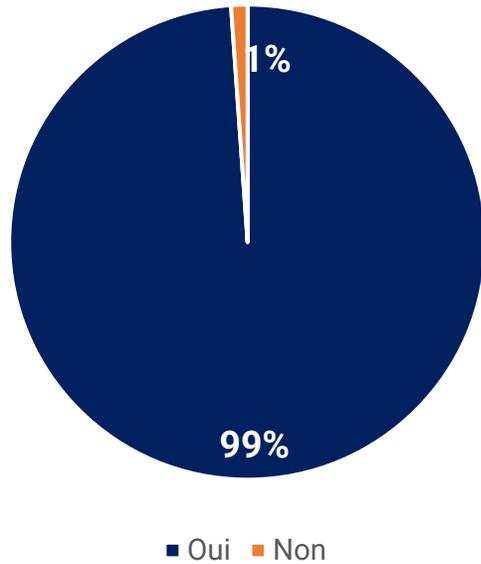
# La communication sur la composition du Comex/Codir constitue une bonne pratique encore trop rare

- 6 sociétés diffusent la composition et le genre des membres de leur comex, versus 89 pour la composition de leur Conseil
- Cette bonne pratique est à mettre en exergue

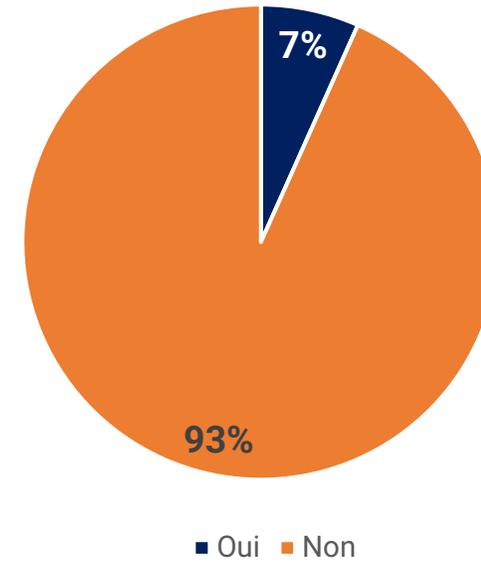


La publication de la composition des Comex/Codir est mise en exergue

Composition du Conseil



Composition du Comex

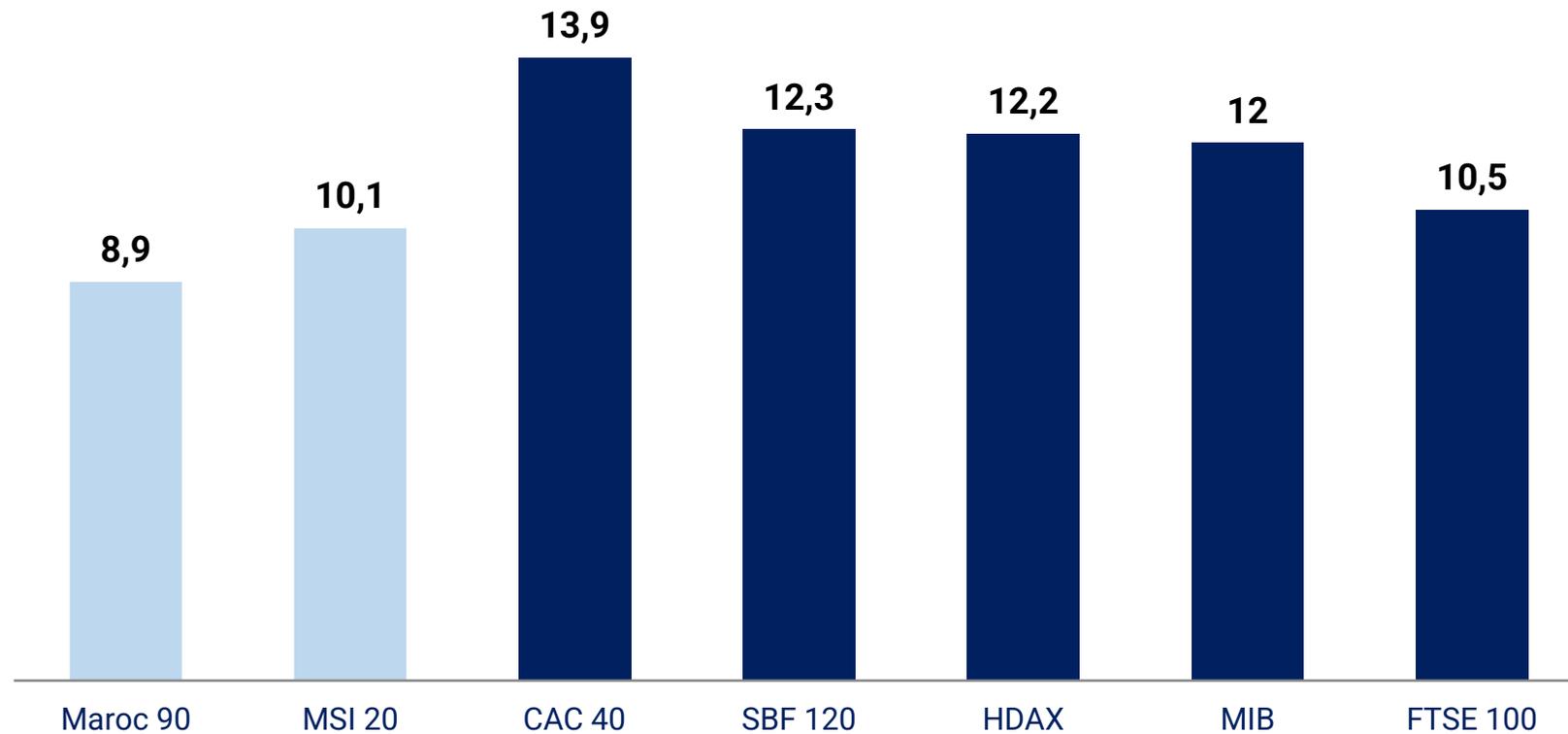


# Baromètre Gouvernance Responsable

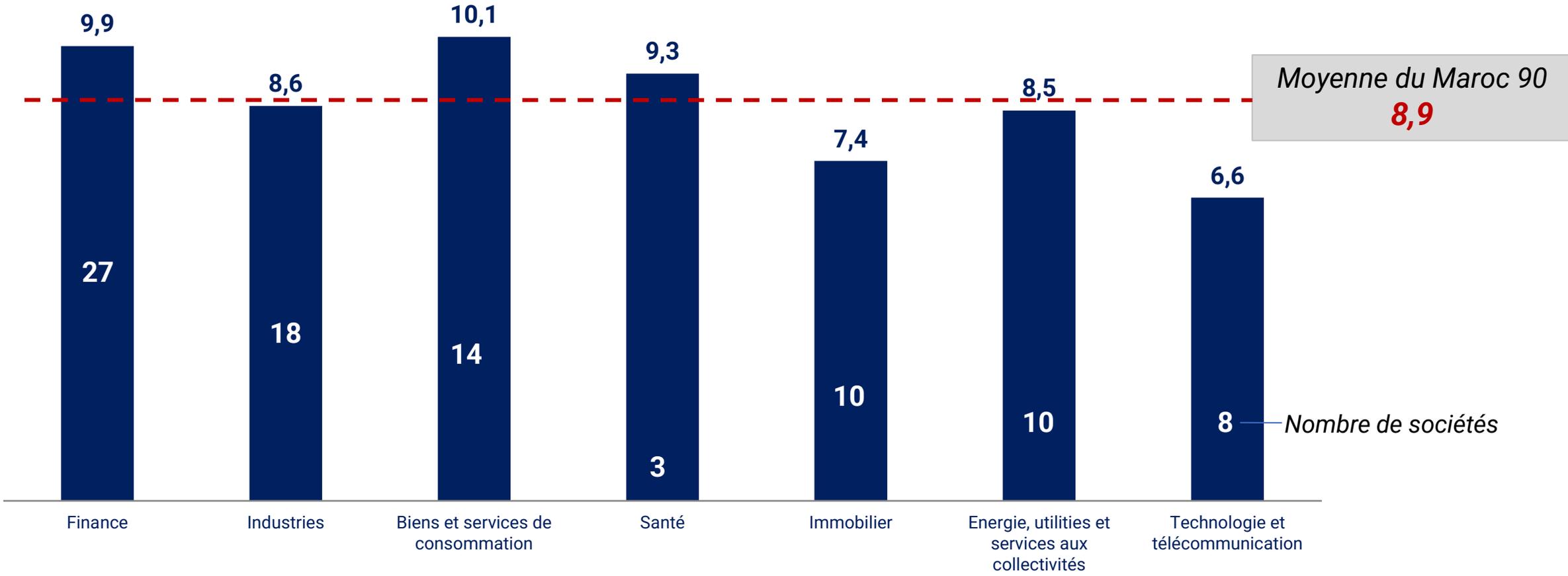
1. Périmètre, méthodologie et scope
2. Diffusion des données
- 3. Structure de Gouvernance**
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

La taille moyenne des conseils du BM 90 est inférieure à celle des indices européens de référence alors que celle du MSI 20 est comparable à celle du FTSE 100

Taille moyenne du conseil



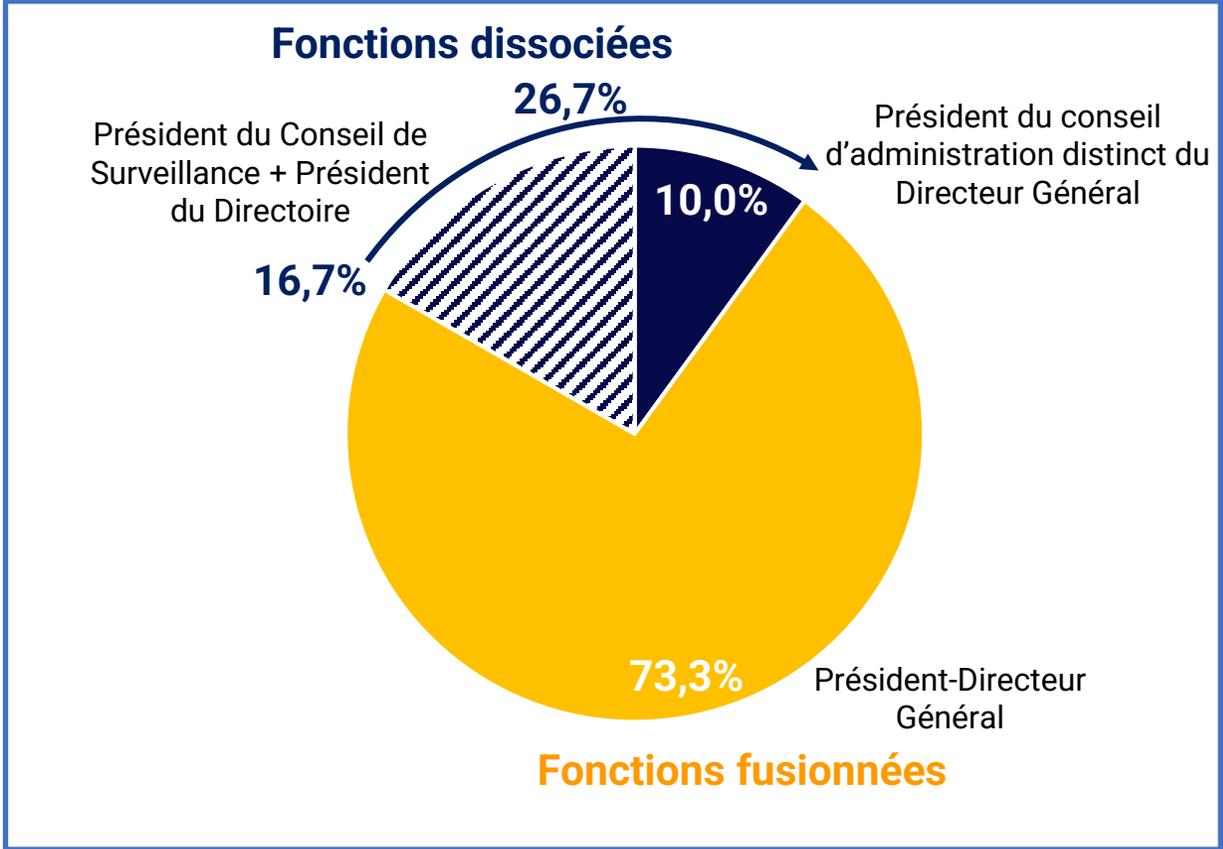
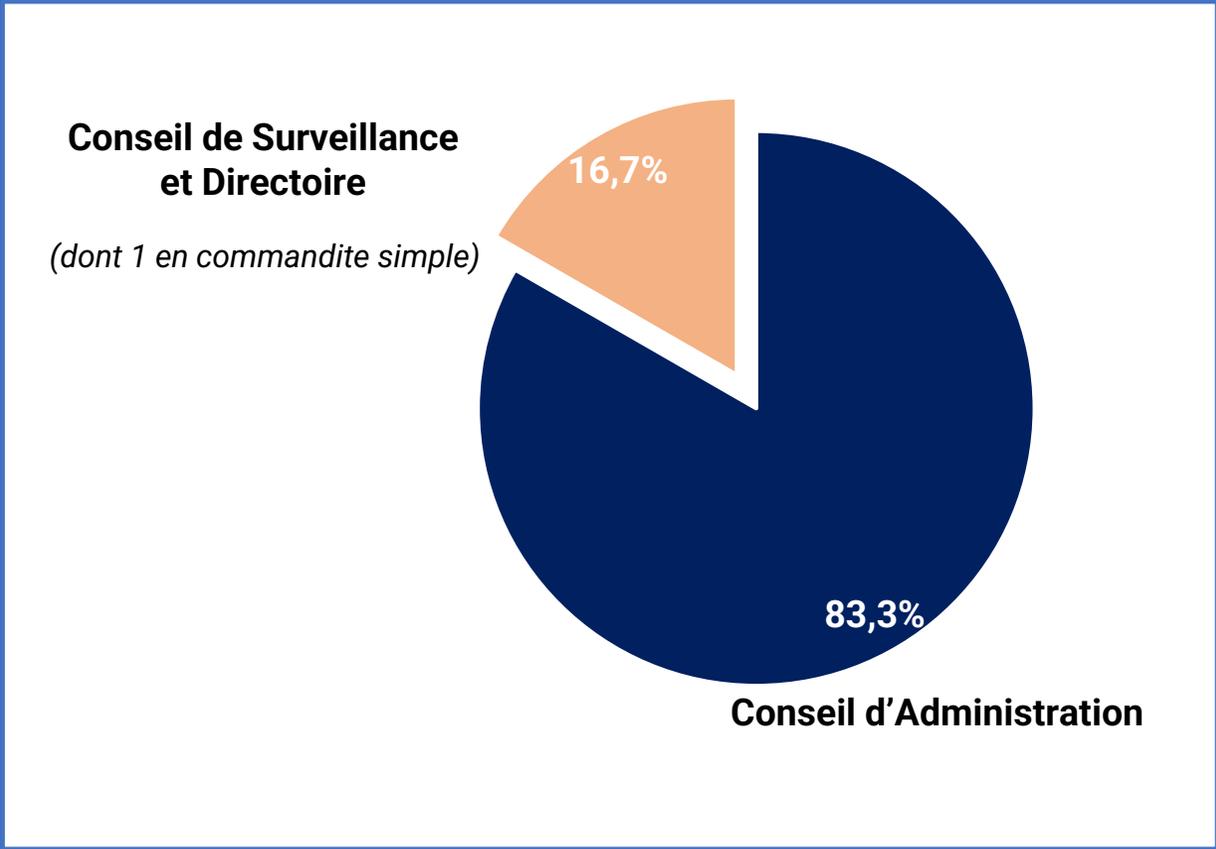
La Taille moyenne du Conseil par secteur oscille entre 6,6 et 10,1



Source et analyses : CFA, CGEM, Ethics & Boards et IMA, novembre 2023

# La structure de gouvernance, en majorité moniste et à fonctions Présidence et Direction Générale fusionnées, est cohérente avec le niveau de contrôle des sociétés

- La structure de gouvernance est moniste dans 83,3% des entreprises
- Parmi les entreprises à structure duale, une société est en commandite simple
- Les structures à fonctions fusionnées sont majoritaires, ce qui est cohérent avec le caractère contrôlé des sociétés du panel



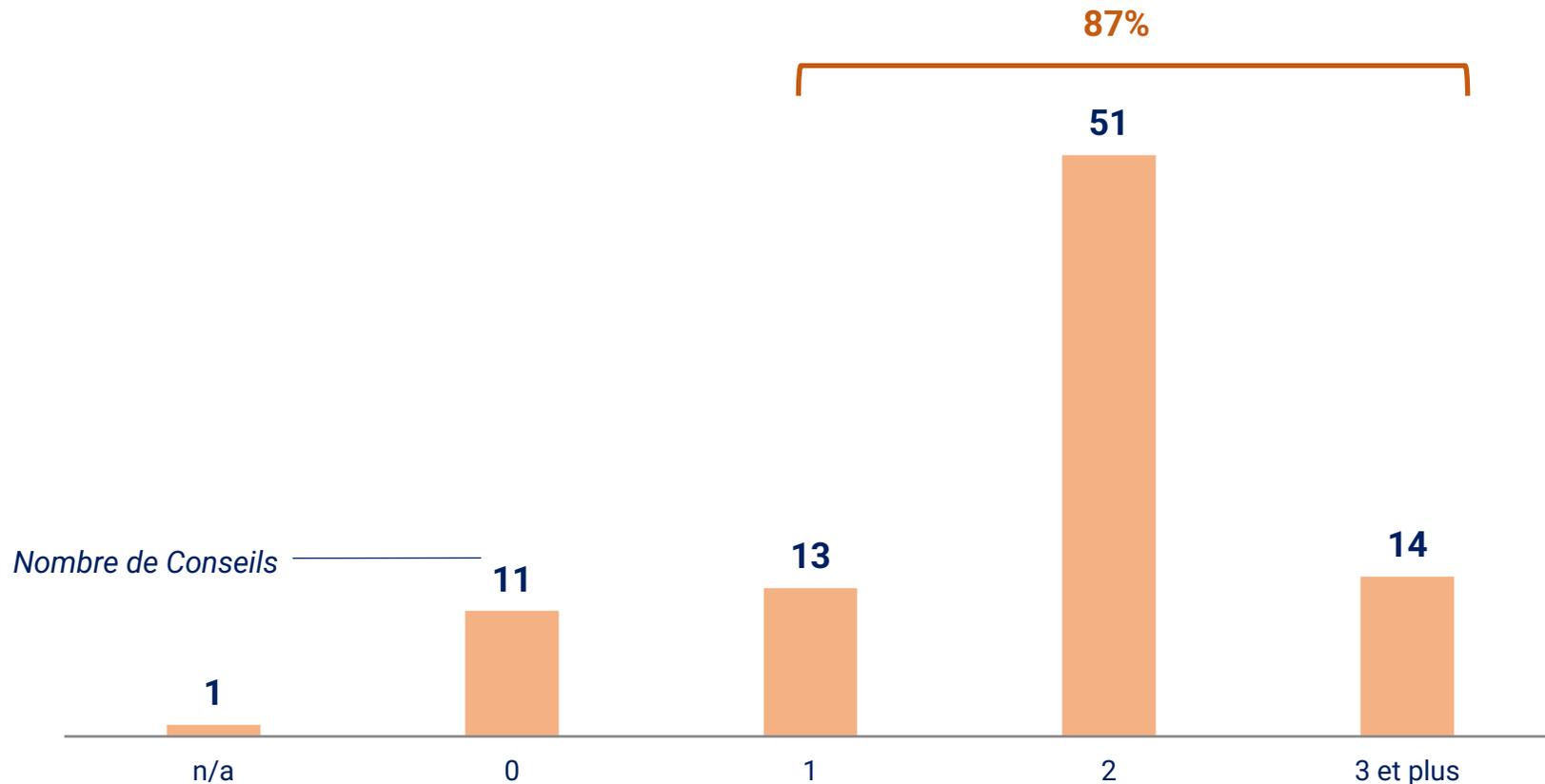
# Baromètre Gouvernance Responsable

1. Périmètre, méthodologie et scope
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
- 4. Composition & Diversité des instances dirigeantes**
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

# L'intégration dans les Conseils d'au moins un membre indépendant atteint 87% et devrait se généraliser en parallèle à la mise en conformité avec la loi

- 87% des Conseils comportent au moins un membre indépendant tandis que 12 sociétés, dont 5 cotées, n'ont aucun indépendant déclaré

Répartition des Conseils selon nombre de membres indépendants



Texte législatif

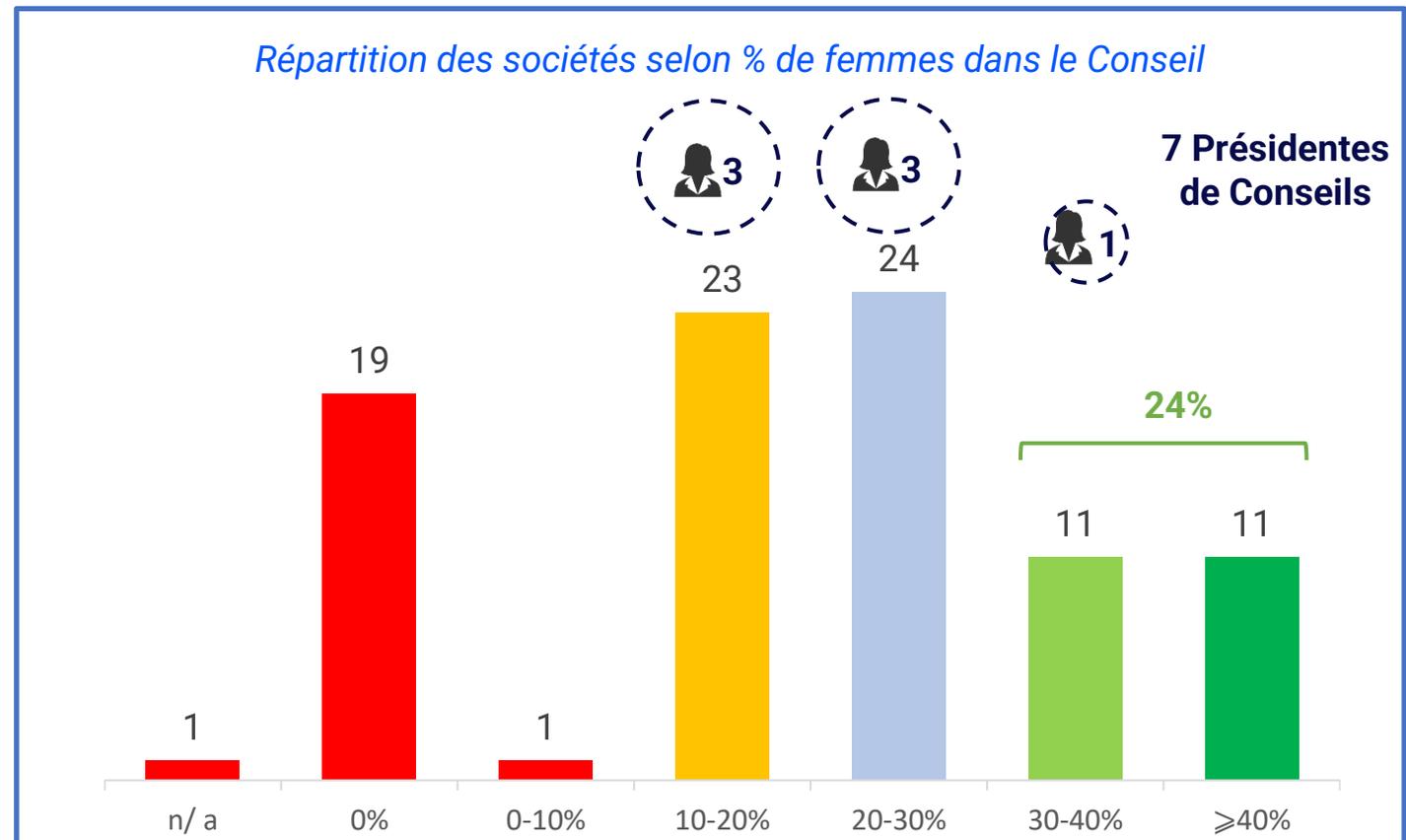
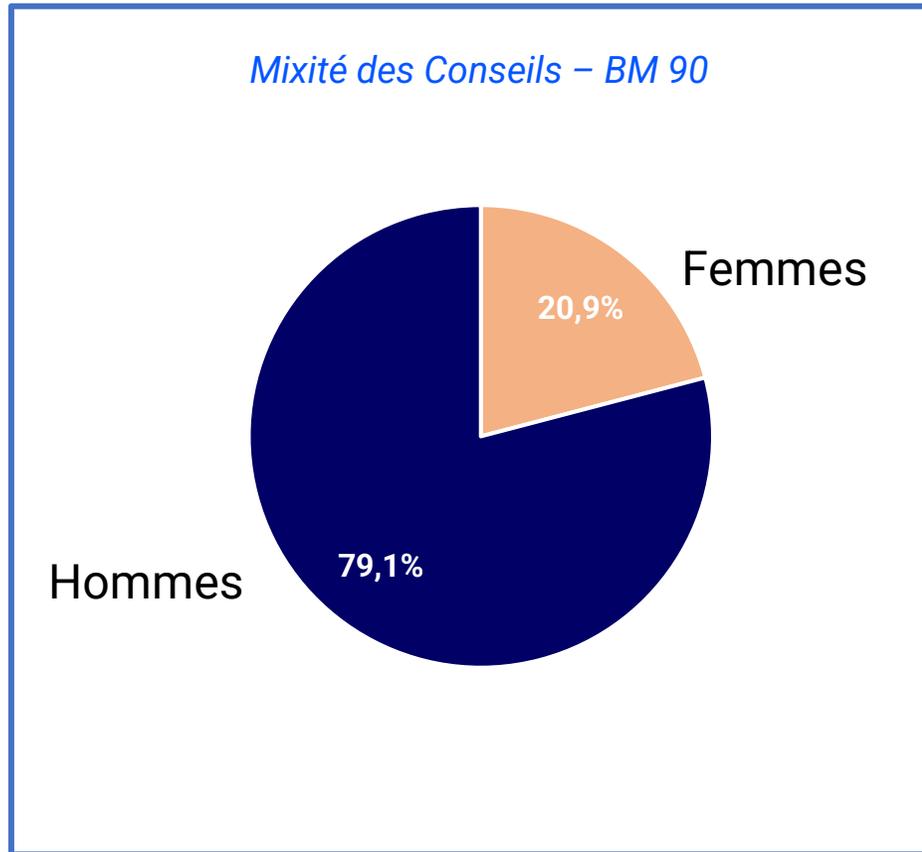
Loi n° 17-15 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par les lois 78-12 sur les SA en 2015 et 20-19 en 2019  
 La nomination d'un ou plusieurs administrateur(s) indépendant(s) est obligatoire dans les sociétés cotées en bourse sans dépasser le tiers des membres du CA.  
 Le nombre d'administrateurs indépendants au sein des sociétés faisant APE est de 1 minimum sans dépasser le 1/3 du nombre total d'administrateurs ou membres du conseil de surveillance;

**La sensibilisation à la mixité dans les Conseils a permis de dépasser les 20% de femmes dans les Conseils du panel, ce taux est appelé à augmenter avec l'entrée en vigueur de la loi aux échéances des 1er janvier 2024 puis 1er janvier 2027**

- 20,9% de femmes dans les Conseils du BM 90
- 24% des Conseils comptent déjà au moins 30% de femmes
- 22% des Conseils ne comptent aucune femme ou information non disponible

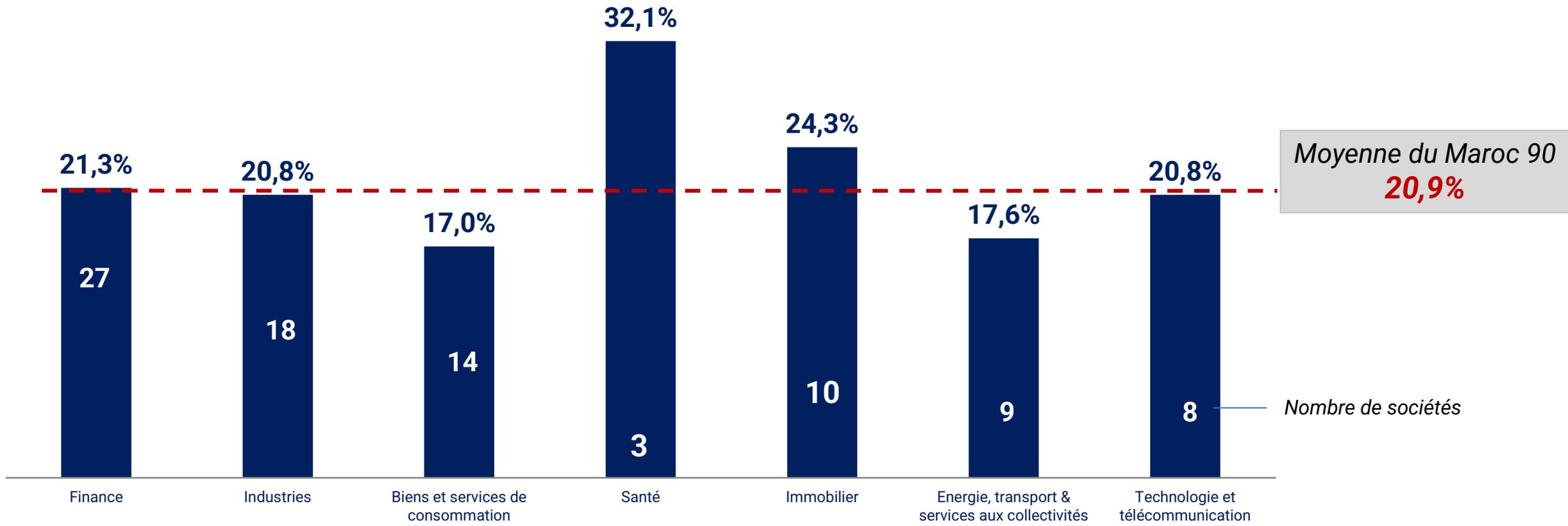
*Texte législatif*

- Loi du 31 juillet 2021 sur la mixité dans les conseils
- sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne
  - 30% de représentation féminine à l'horizon 2024
  - 40% à l'horizon 2027



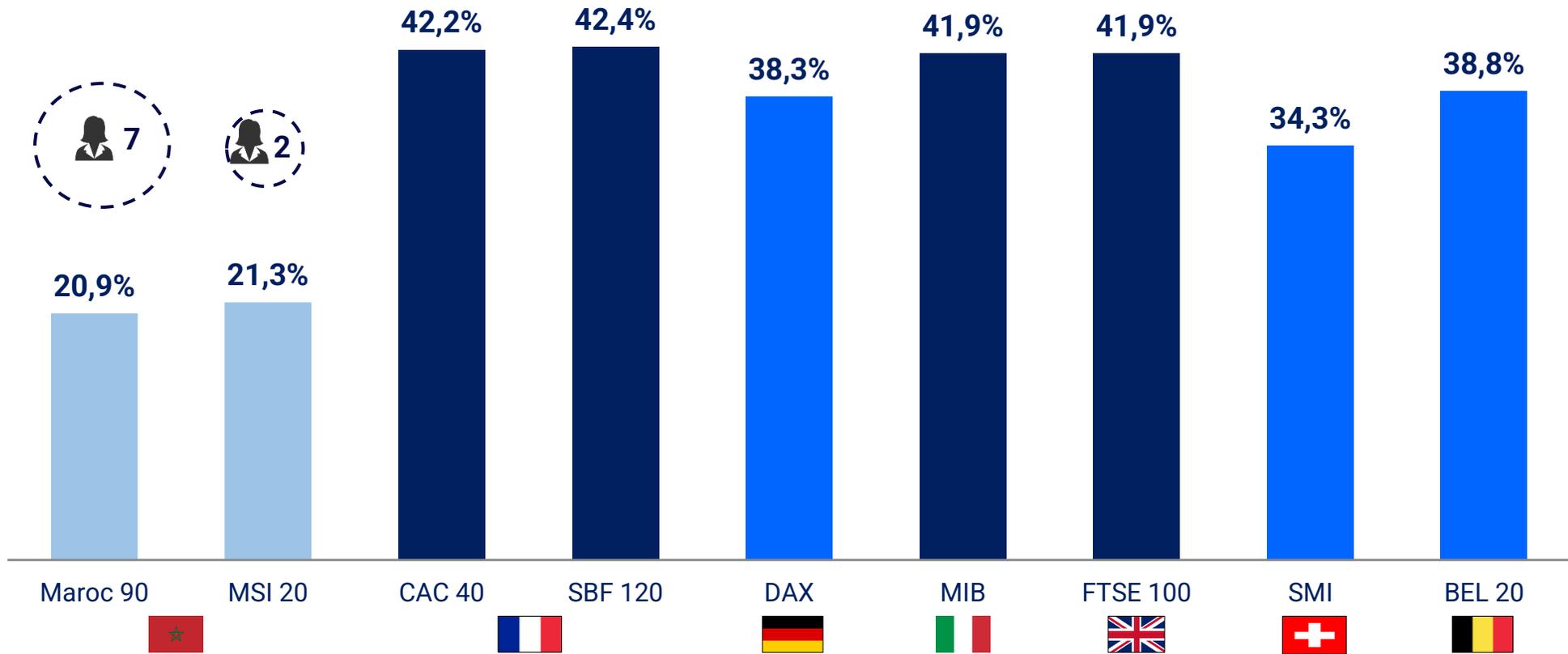
# Les secteurs Santé, Immobilier et Finance présentent un taux de mixité du Conseil supérieur à la moyenne

- Les secteurs de l'industrie et des technologies de l'information & des télécommunication sont autour de la moyenne
- Les secteurs des biens & services de consommation, de l'énergie, du transport & services aux collectivités sont inférieurs à la moyenne



# Le taux de féminisation des Conseils reste faible comparé aux taux européens

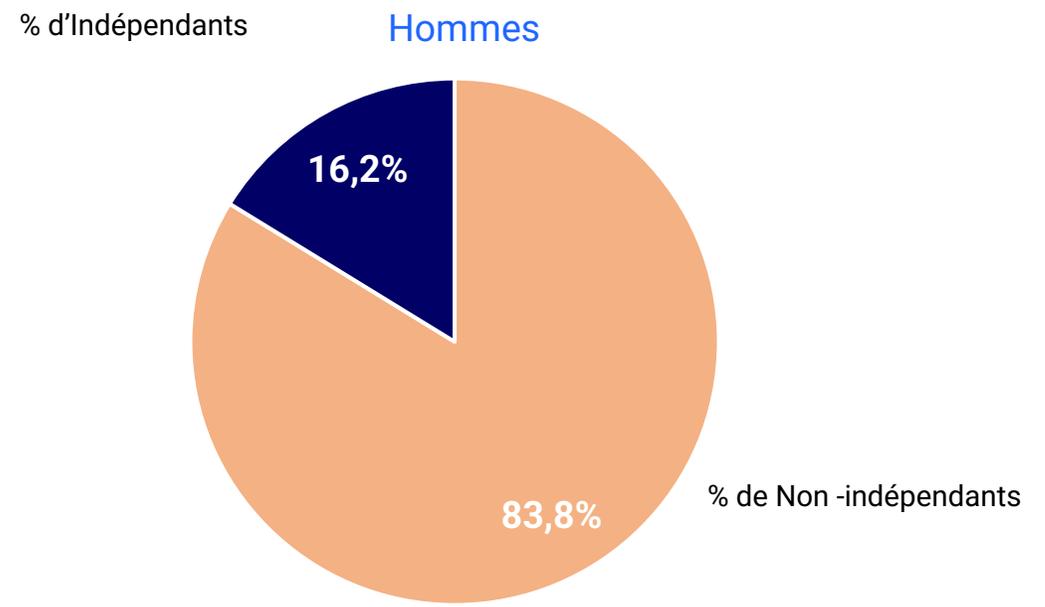
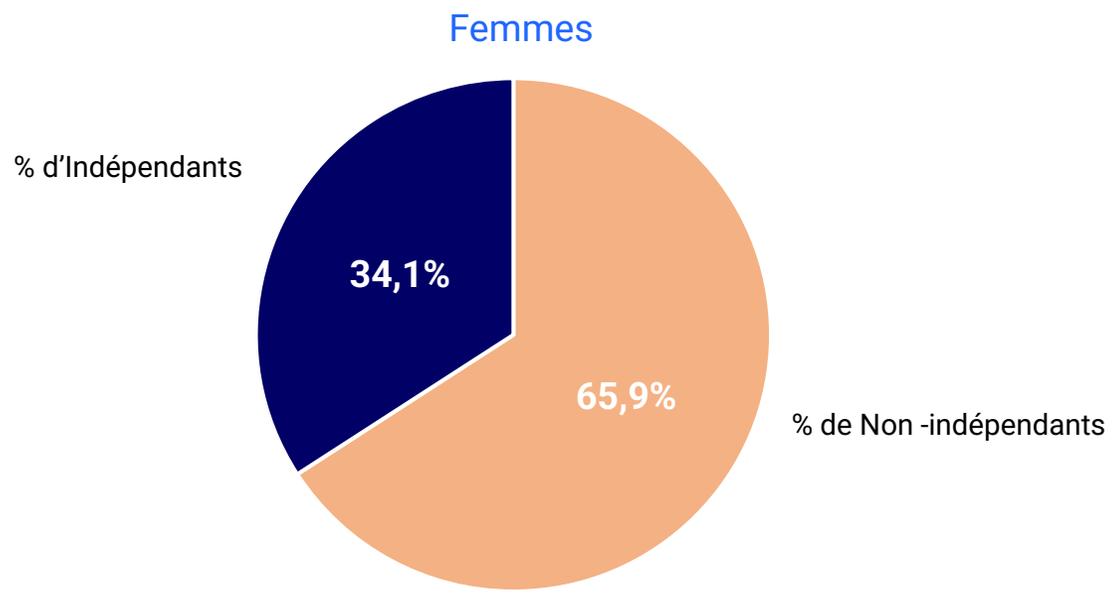
L'annonce de la loi et son entrée en vigueur prochaine ont favorisé la mixité dans les Conseils



# Les femmes dans les Conseils sont plus indépendantes que leurs homologues masculins

- Le taux d'indépendance des administratrices femmes est double du taux d'indépendance des administrateurs hommes, ce qui laisserait entendre que l'intégration d'un administrateur indépendant se traduit souvent par l'intégration d'une administratrice

Taux d'indépendance par genre

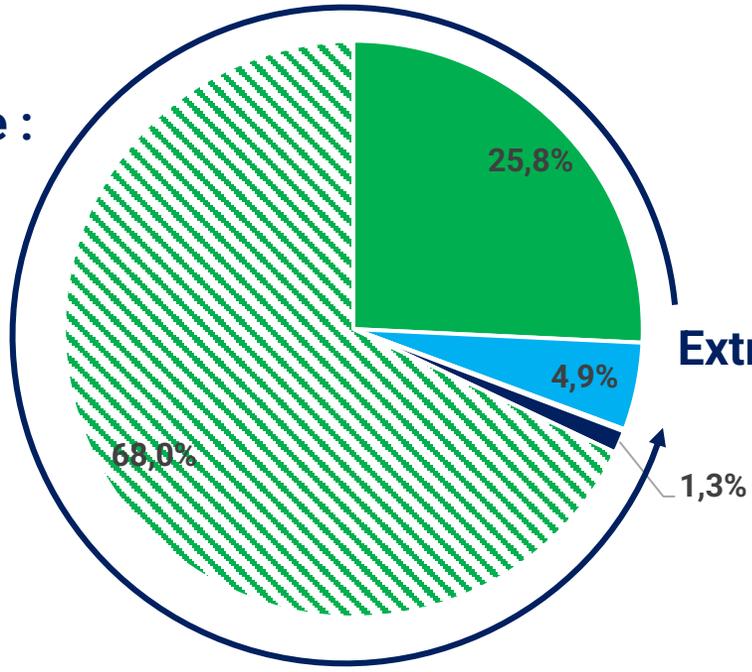


# Le taux de 6,2% d'extra-nationaux est probablement sous-estimé du fait de la faible diffusion de l'information de nationalité

- Le taux d'extranationaux de 6,2% est estimé en assimilant les 68% de mandats sans information à des administrateurs de nationalité marocaine

Diversité internationale des conseils

Nationalité marocaine : 93,8%

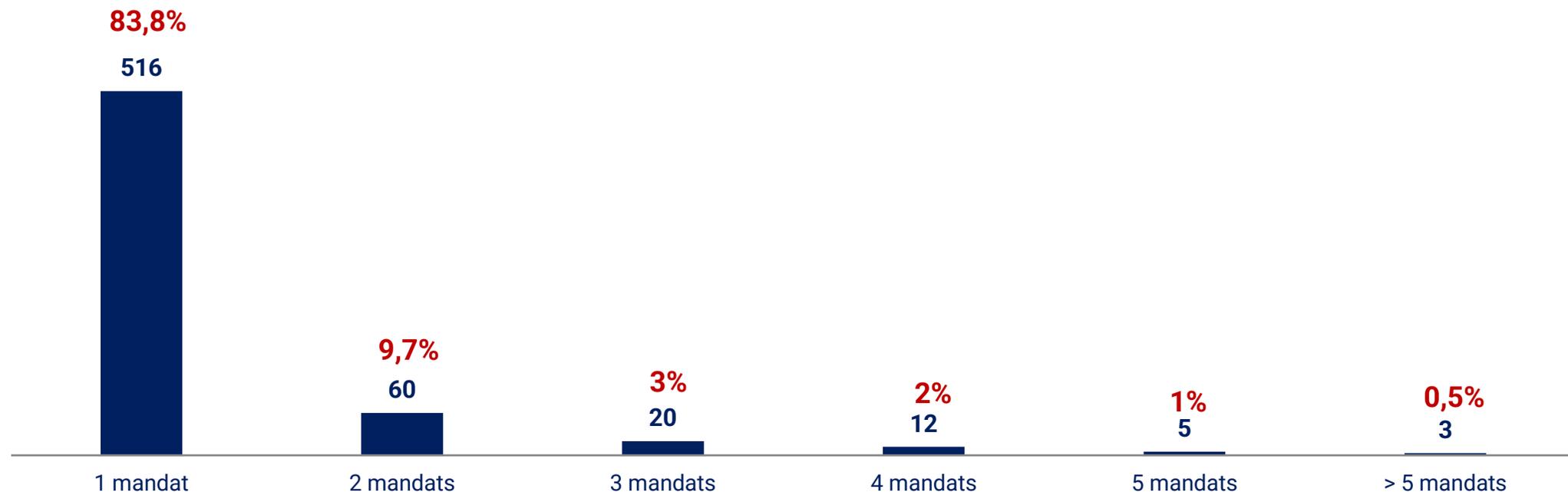


- Maroc
- Europe
- Amériques
- Menat
- n/a = Maroc

## Si la moyenne des mandats intra-panel détenus apparaît faible à 1,29 mandat, 16,2% des membres des Conseils détiennent au moins un second mandat et 3,5% détiennent au moins 4 mandats

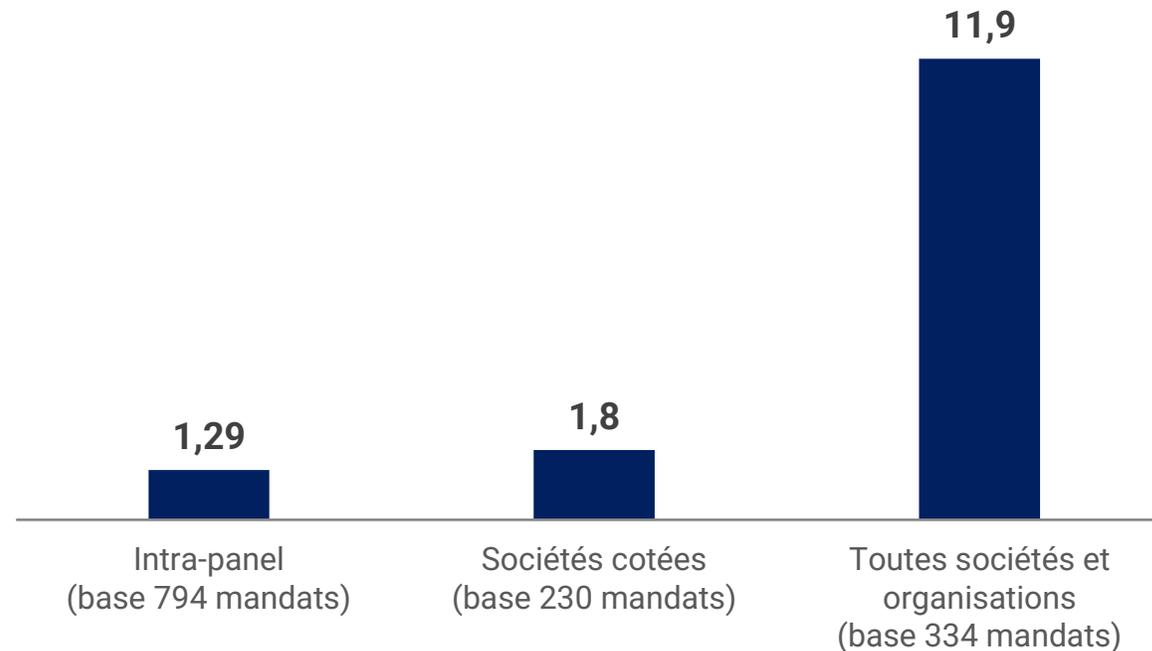
- Les résultats sont extraits de la base de données des administrateurs, constituée à partir des mandats déclarés dans les sociétés du panel
- La moyenne des mandats par administrateur est de 1,29 calculée comme le rapport des 616 membres de conseil uniques et des 794 mandats
- 83,8% des administrateurs ont un mandat unique dans le panel, 16,2% ont au moins un 2<sup>ème</sup> mandat, 3,5% détiennent plus de 4 mandats
- Le nombre maximal de mandats intra panel par administrateur est de 12

### Répartition des membres selon nombre de mandats dans les Conseils du Panel



## 1,29 mandats intra-panel BM 90, 1,8 mandats\* dans les sociétés cotées et près de 12 mandats\* dans l'ensemble des sociétés/ organisations déclarés par membre de conseil

- Le nombre de mandats intra-panel (1,29) est rapproché des informations de cumul de mandats dans un scope plus large selon la déclaration des entreprises
- 57 sociétés sur 90 ont déclaré les mandats détenus par les membres de leur conseil dans d'autres sociétés et/ou organisations
- Au total, on trouve les informations relatives aux mandats déclarées pour 334 membres sur 794 mandats
- Pour les 230 membres avec le nombre déclaré de mandats dans les sociétés cotées, la moyenne de mandats détenus dans celles-ci est de 1,8
- Pour les 334 membres avec le nombre de mandats dans l'ensemble des sociétés/ organisations, la moyenne est de 11,9



## Portrait robot d'un membre du Conseil



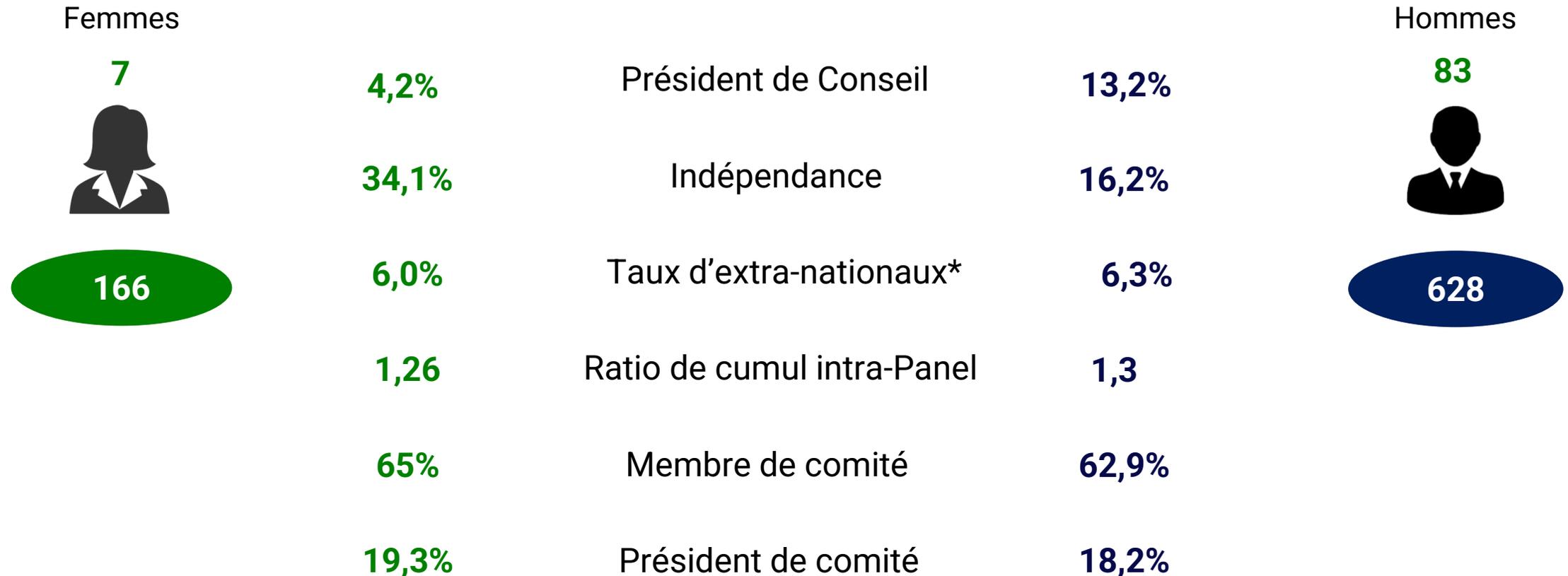
Président de Conseil	<b>11,3%</b>
Indépendance	<b>20,2%</b>
Taux d'extra-nationaux*	<b>6,2%</b>
Ratio de cumul intra-Panel	<b>1,29</b>
Membre de comité	<b>63,4%</b>
Président de comité	<b>18,4%</b>

Source et analyses : CFA, CGEM, Ethics & Boards et IMA, novembre 2023

\* Les personnes dont la nationalité n'est pas communiquée sont considérées par défaut comme marocaines 27

## Portrait robot d'un membre du Conseil

Femmes vs Hommes

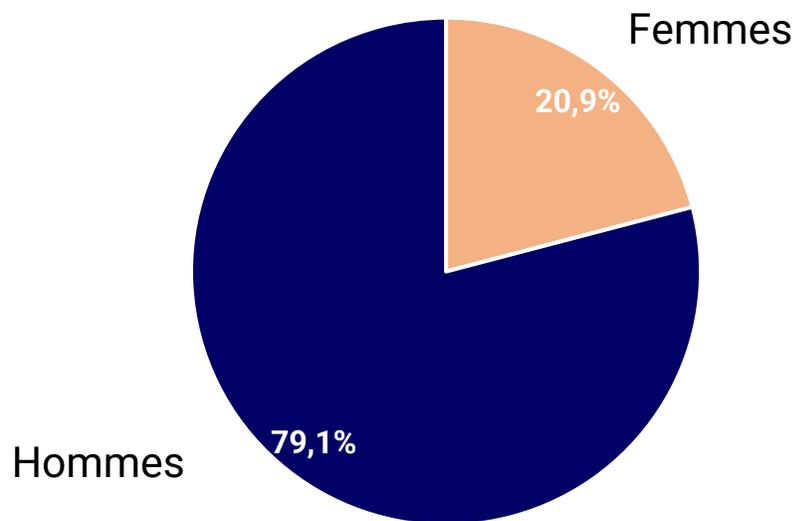


\* Les personnes dont la nationalité n'est pas communiquée sont considérées par défaut comme de nationalité marocaine

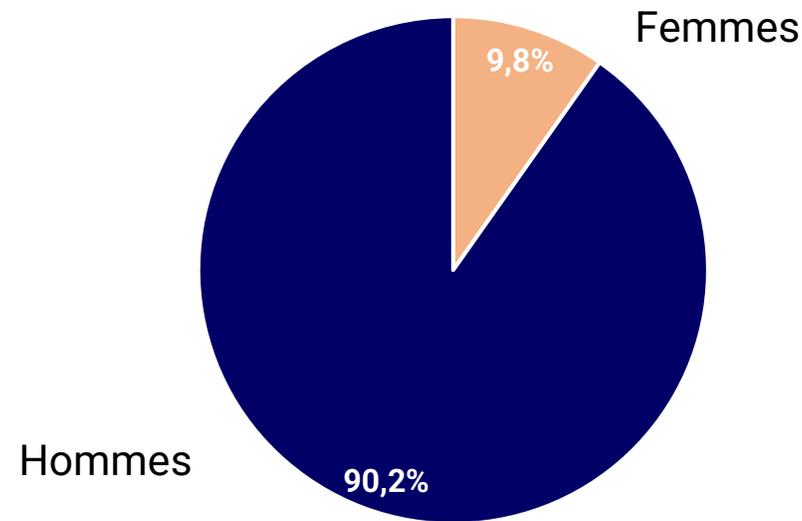
**20,7% de femmes dans les Conseils vs moins de 10% dans les Comex au sein des 6 sociétés qui en ont communiqué la composition**

- Bien que l'échantillon soit faible, la publication des informations sur le Comex/Codir constitue une pratique volontaire à mettre en exergue

Mixité du Conseil



Mixité du Comex\*



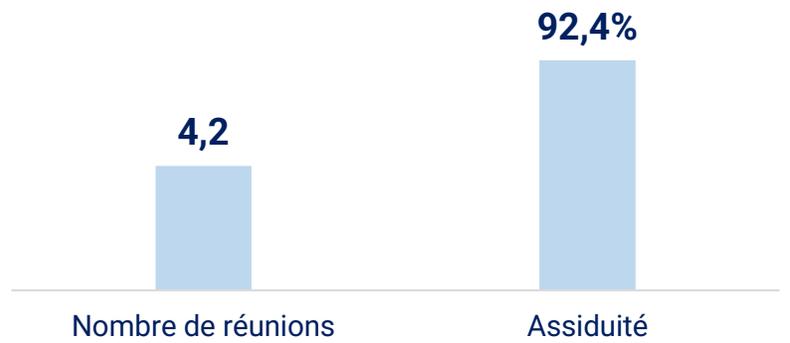
\* Sur 6 sociétés avec les données  
 Source et analyses : CFA, CGEM, Ethics & Boards et IMA, novembre 2023

# Baromètre Gouvernance Responsable

1. Périmètre, méthodologie et scope
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
- 5. Fonctionnement du Conseil**
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

# La diffusion des données sur le fonctionnement du Conseil est faible

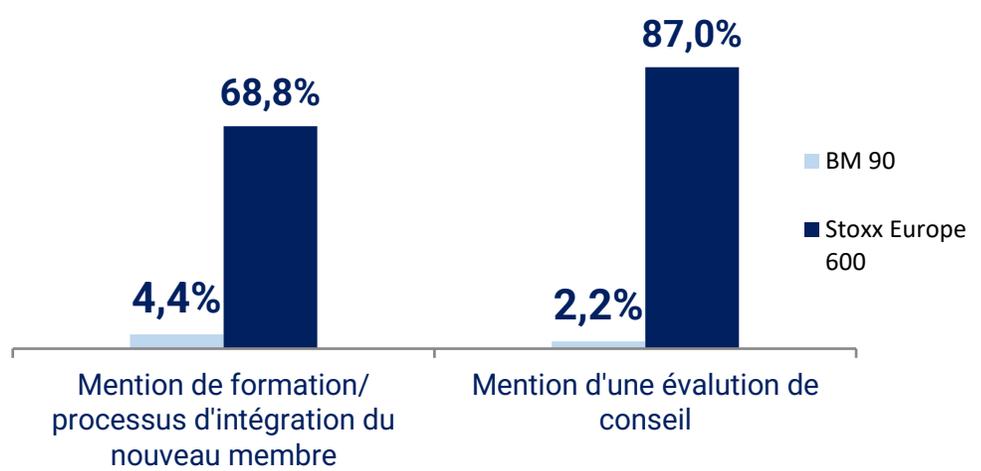
*Réunions du Conseil*  
Base : 27 sociétés ayant communiqué



**Texte législatif**

Le conseil d'administration ou le conseil de surveillance des sociétés anonymes doit être convoqué par le président desdits conseils au moins 2 fois par an et aussi souvent que la bonne marche des affaires sociales le nécessite. (Articles 73 et 90 bis de la loi n°17-95).

*% de sociétés ayant communiqué*

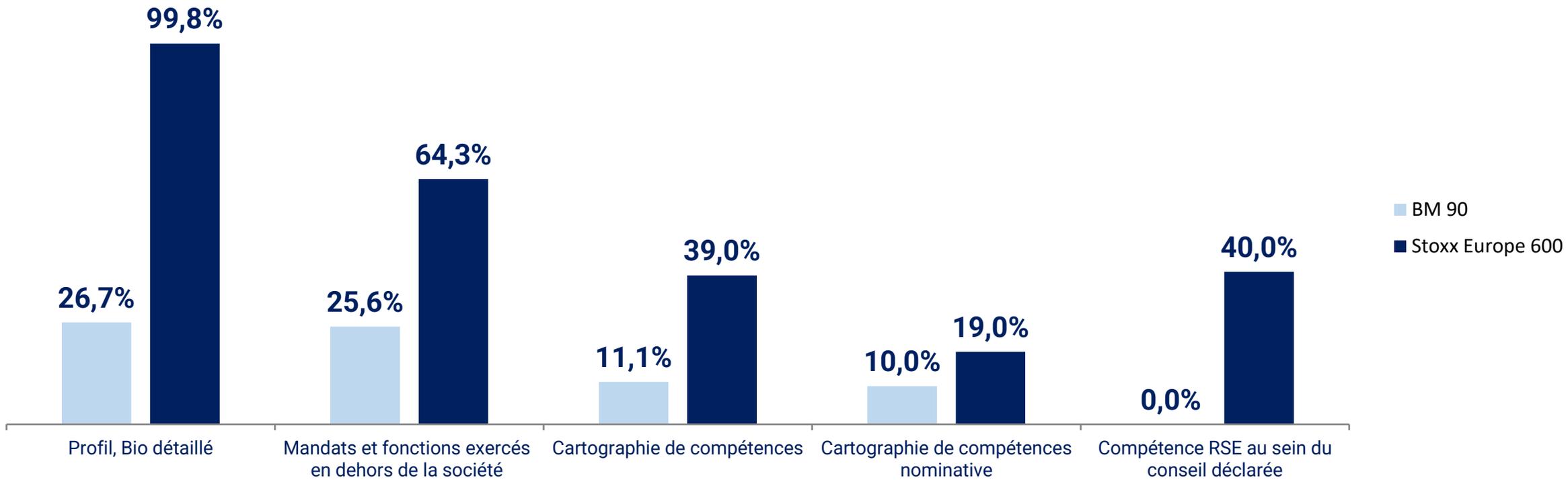


- Peu de sociétés communiquent sur le nombre de réunions bien que cela constitue une obligation légale
- Peu de sociétés communiquent sur l'assiduité individuelle bien que cela soit exigé par l'AMMC
- Peu mentionnés, la formation, le process d'intégration des membres du conseil et l'évaluation du conseil constituent des pratiques importantes pour le bon fonctionnement d'un Conseil

# La diffusion de l'expérience et des compétences des membres du Conseil est insuffisante bien qu'inscrite dans les meilleures pratiques

- La communication sur les profils, expériences et compétences des membres du Conseil est une pratique de gouvernance internationale à mettre en exergue

% de sociétés ayant communiqué



**Pour les 26 sociétés l'ayant communiqué, le montant moyen des jetons de présence est de 158 k DH bruts**

**26 conseils ont communiqué le montant total de la rémunération attribuée aux membres du conseil**

**Enveloppe moyenne des jetons de présence attribués\* :  
1 546 k DH**

**Montant moyen des jetons de présence/ membre\*\* :  
158 k DH**

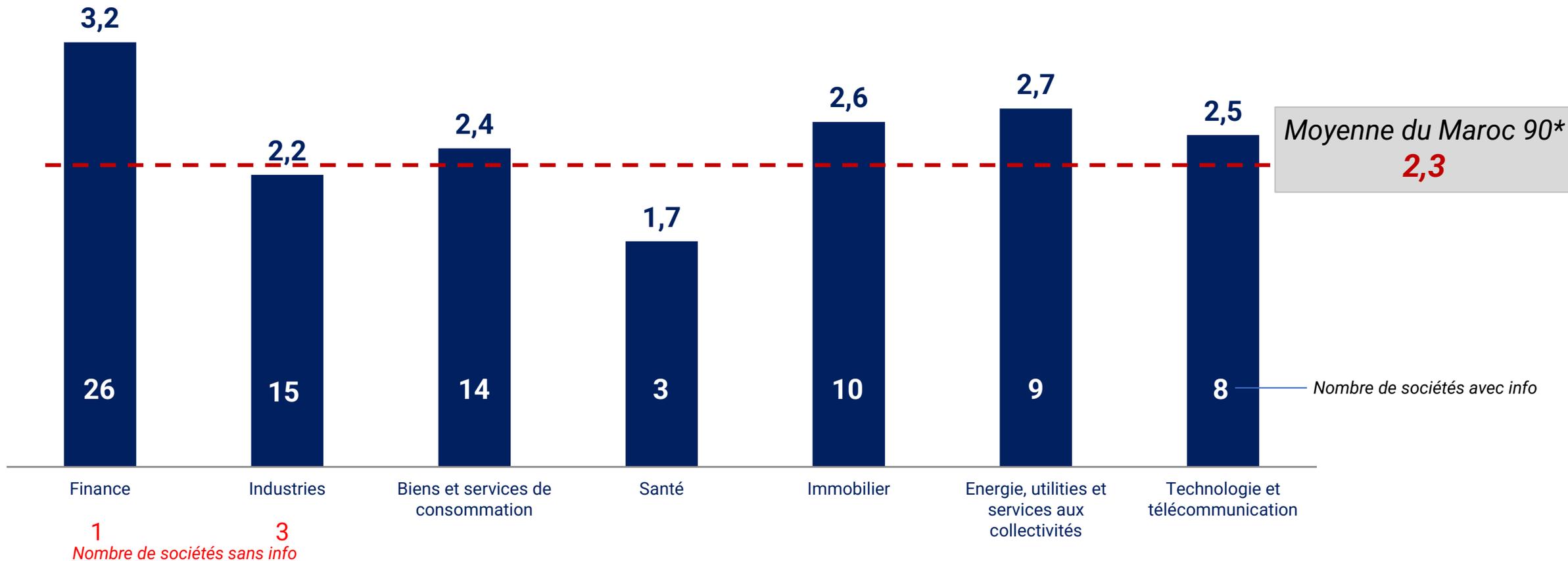
\* Pour travaux de conseil et de comités

\*\* Le montant moyen est calculé en divisant le montant total des jetons de présence par le nombre de votants dans le conseil. Il s'agit donc d'une valeur théorique du fait que certains administrateurs ne perçoivent pas de jetons

## Baromètre Gouvernance Responsable

1. Périmètre, méthodologie et scope
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
- 6. Composition et fonctionnement des Comités**
7. Gouvernance Responsable
8. Annexes

## Une moyenne de 2,3 de comités spécialisés par Conseil Le secteur financier compte le plus de comités

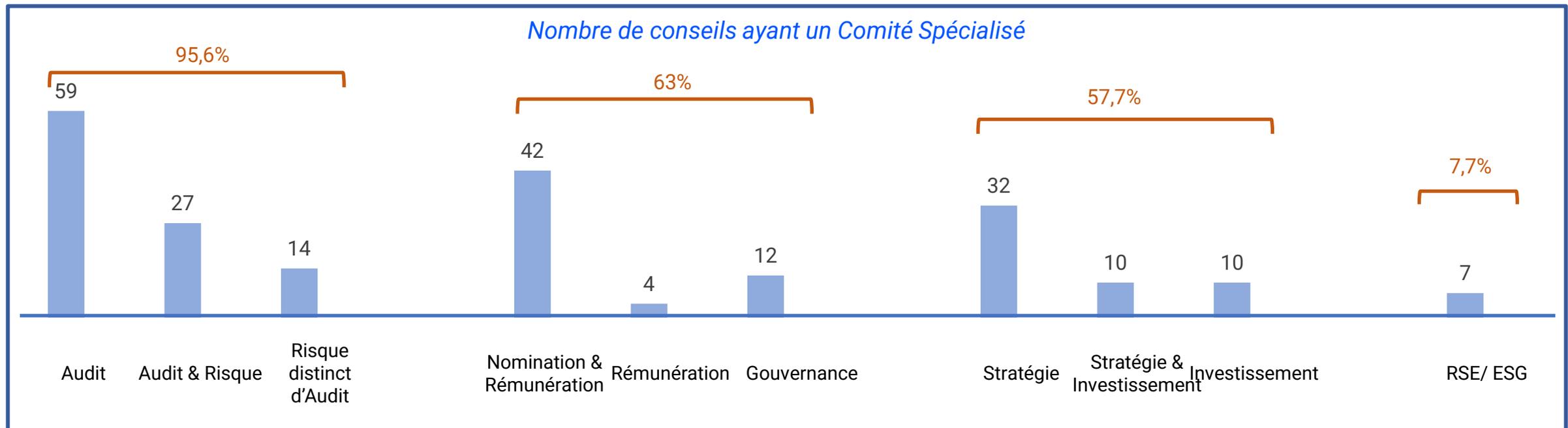


## Le Comité d'Audit quasi généralisé - dans 95,6% des sociétés, le Comité de Nomination & Rémunération pour 47%, le Comité Investissement et/ou Stratégie pour 58% . Les comités RSE/ESG sont encore rares

### Texte législatif

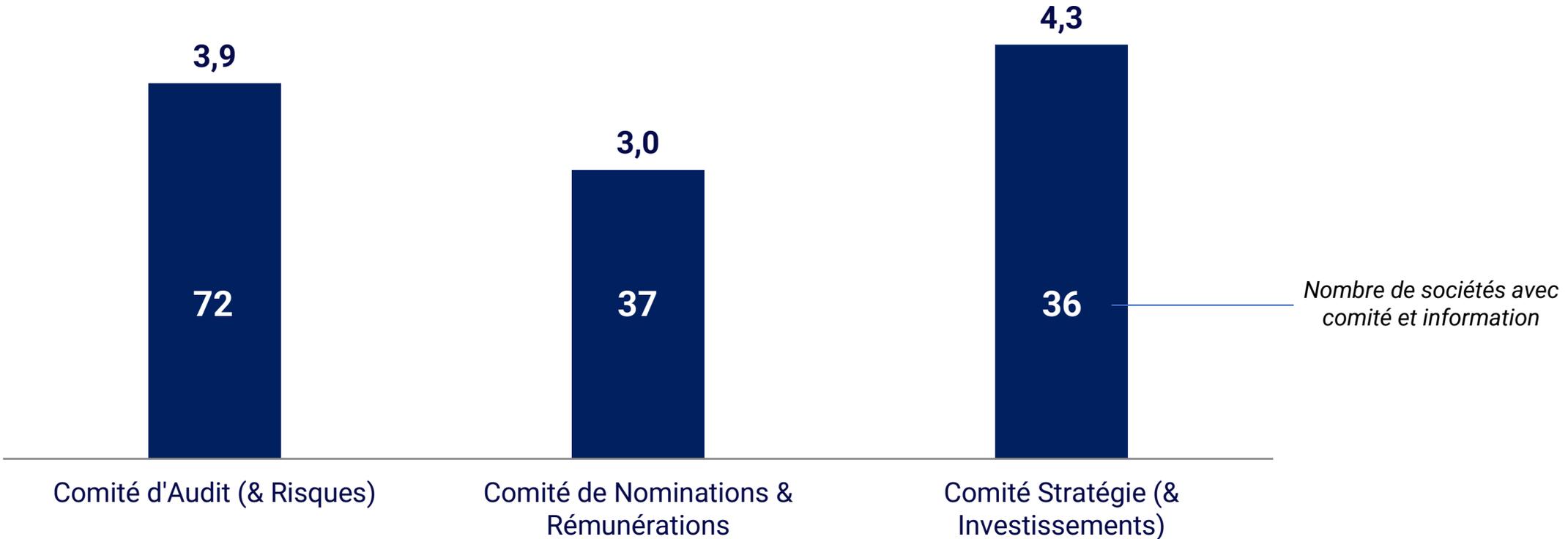
- Les Comités d'Audit sont en voie de généralisation ainsi que les CNR
- Les Comités stratégie ou Investissement apparaissent dans plus de la moitié des sociétés
- Les Comités RSE/ESG au nombre de 7 dont 5 dédiés et 2 combinés, l'un avec la Stratégie, l'autre avec l'Éthique, restent rares

Comité audit: Sociétés cotées : obligation relativement instituée par la loi 78-12 sur les sociétés anonymes en 2015. Complétée et modifiée par la loi 20-19 du 26 avril 2019 :« Pour les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote de la bourse des valeurs, un comité d'audit agissant sous la responsabilité, selon le cas, du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, doit être créé. Il assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.» (article 106 bis de la loi sur la S.A.)



# La taille des comités clés des conseils varie entre 3 et 5 personnes\*

Taille moyenne des comités clés

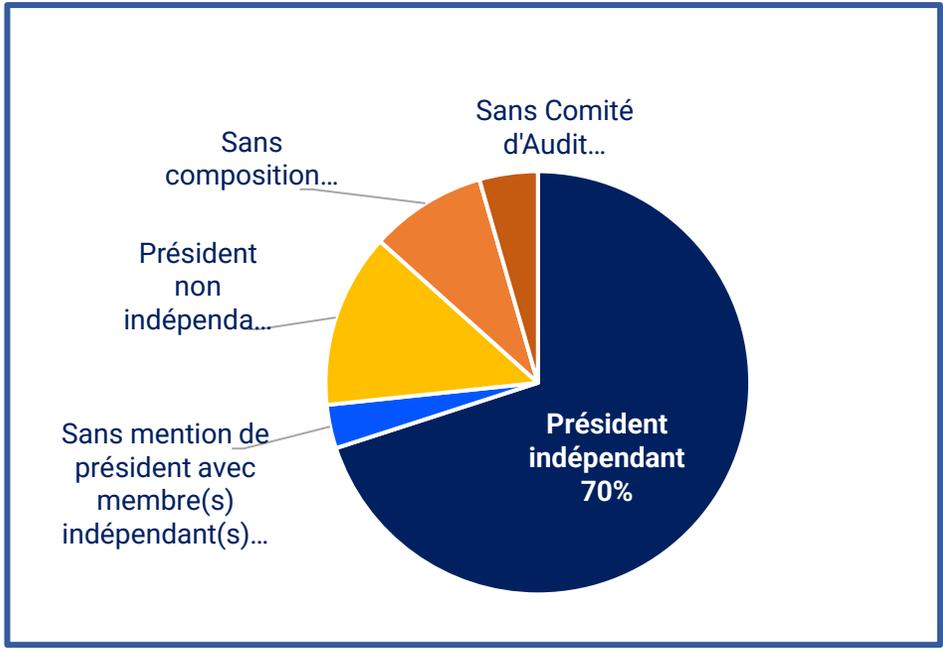


\* Incluant des membres externes, excluant les sociétés sans communication de composition ou seulement le Président du Comité  
Source et analyses : CFA, CGEM, Ethics & Boards et IMA, novembre 2023

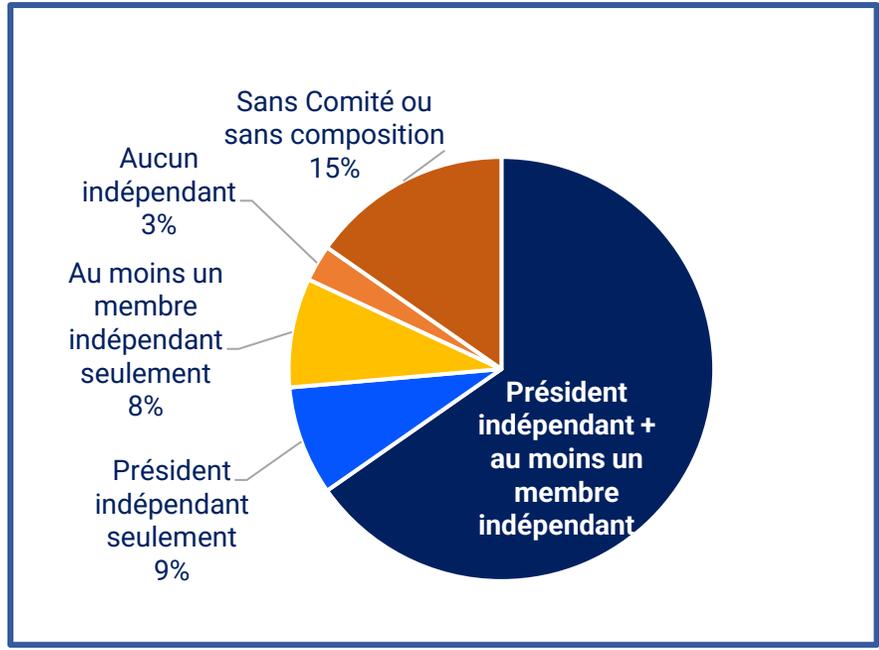
# 70% des Comités d'Audit sont présidés par un membre indépendant

- 70% des Conseils ont déclaré un Président du Comités d'Audit indépendant
- 65% des Conseils dans les sociétés cotées ont déclaré au moins 2 membres indépendants dont 1 Président indépendant

Répartition selon Indépendance du Président du Comité d'Audit BP 90



Répartition selon Indépendance Comité d'Audit Sociétés cotées BM 72

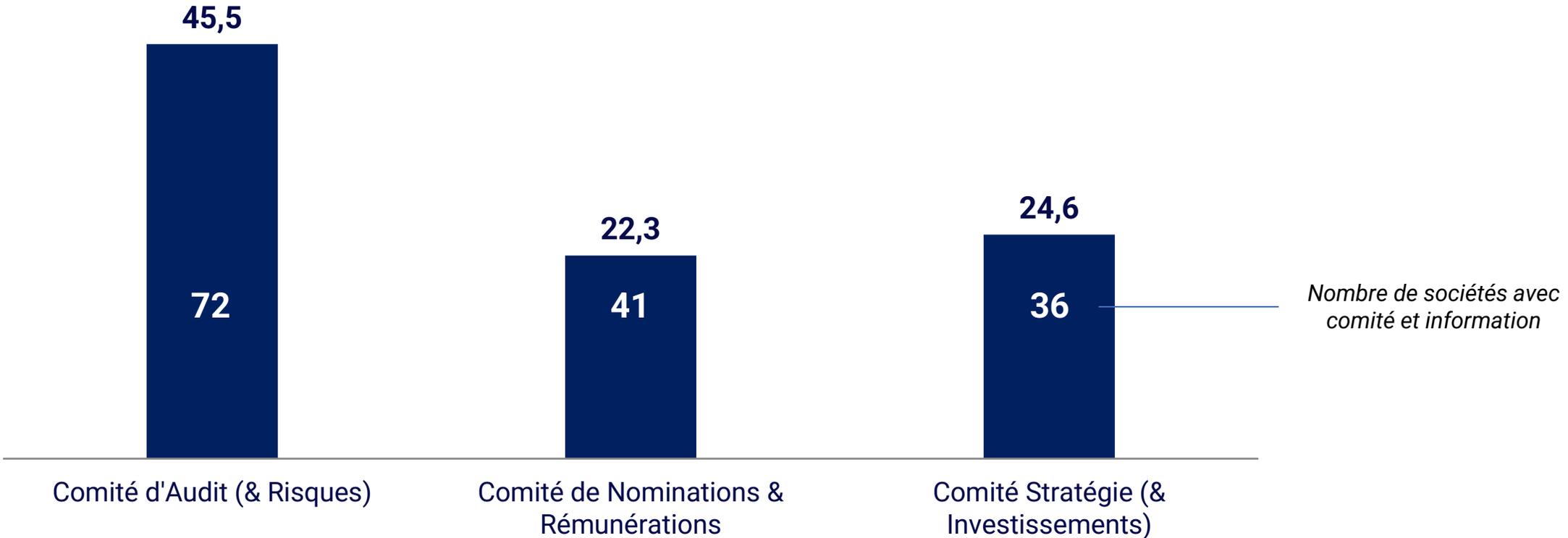


«Ce comité, dont la composition est fixée, selon le cas, par le Conseil d'Administration ou Conseil de Surveillance (CS), ne peut comprendre que des administrateurs non exécutifs ou des membres de CS n'exerçant aucune fonction de direction. Ce comité est composé de 3 membres au moins. Le président du comité doit justifier d'une expérience suffisante en matière financière ou comptable et être indépendant au sens des articles 41 bis et 83 »

« Pour les sociétés dont les actions sont négociées sur le marché principal de la bourse des valeurs, un second membre, au moins doit être indépendant au sens des articles 41 bis et 83 » (article 106 bis)

# Le taux d'indépendance des Comités clés

% d'indépendants - Comités



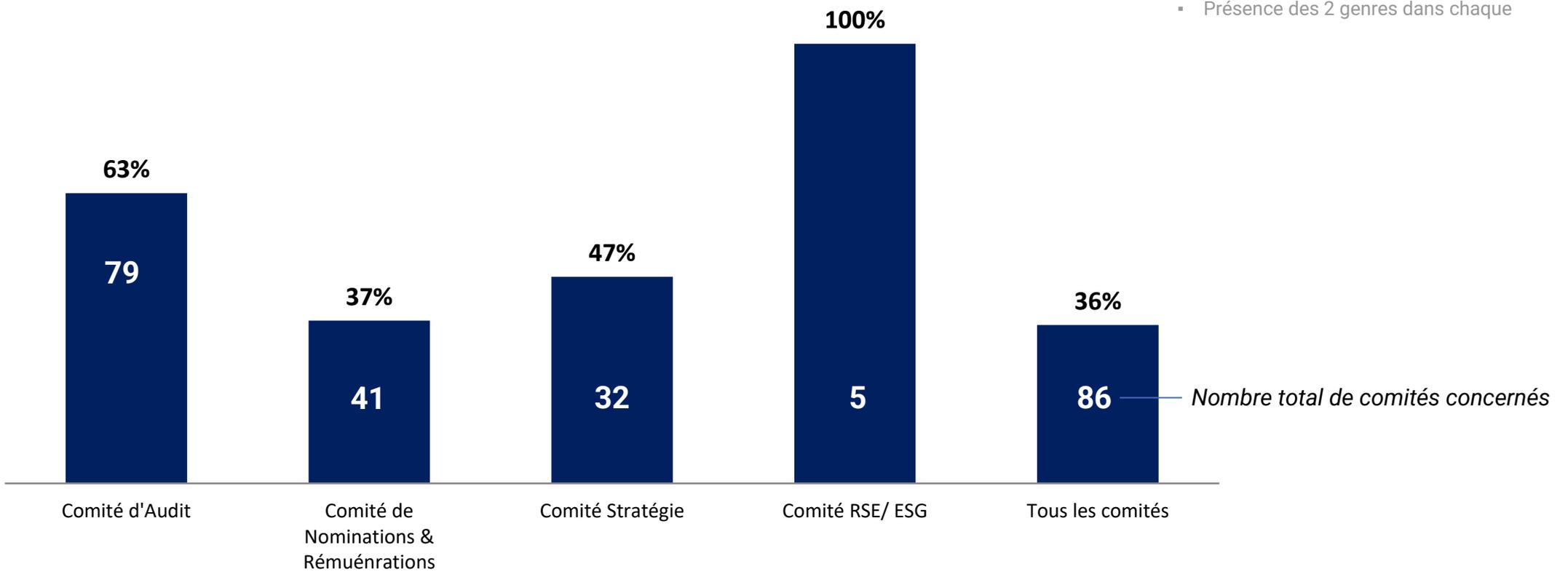
# Mixité dans les Comités

## 36% des sociétés sont conformes à l'exigence légale

Texte législatif

- Loi du 31 juillet 2021 sur la mixité dans les conseils
- sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne/comité
  - Présence des 2 genres dans chaque

% de comités ayant au moins un membre de chaque genre



Source et analyses : CFA, CGEM, Ethics & Boards et IMA, novembre 2023

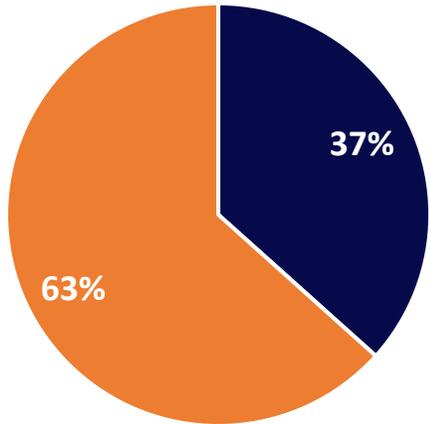
## Sommaire

1. Périmètre, méthodologie et scope
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. **Gouvernance Responsable**
8. Annexes

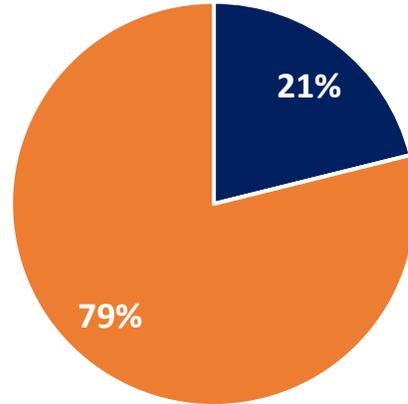
**38 sociétés, soit 42% des sociétés utilisent au moins 1 des référentiels de reporting internationaux**

Répartition des sociétés (%) selon l'utilisation du référentiel

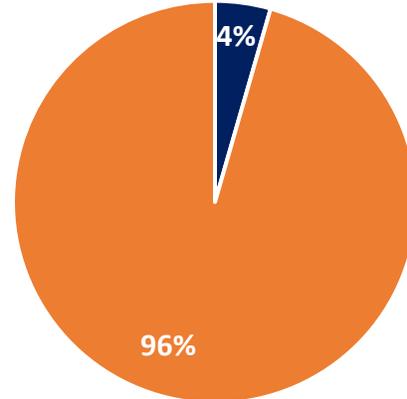
Objectifs de Développement Durable (ODD)



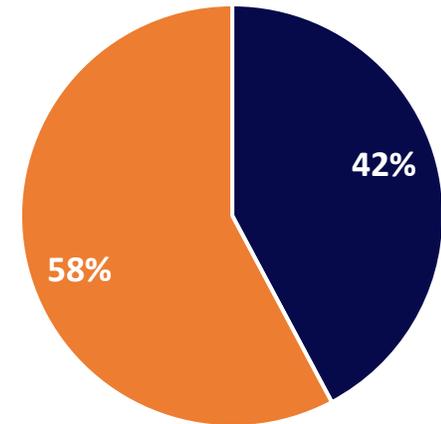
Global Reporting Initiative (GRI)



The Sustainability Accounting Standards Board (SASB) ou The Task Force on Climate related Financial Disclosure (TCFD)



Au moins l'un des 4 référentiels



■ Oui  
■ Non

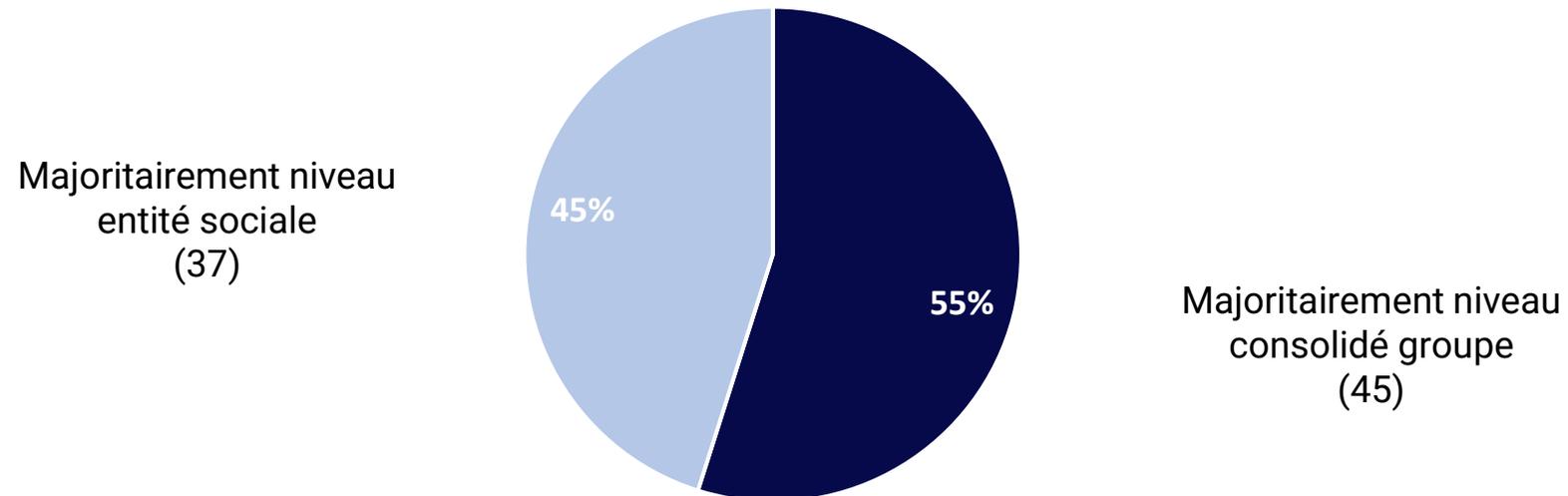
obligation de citer le référentiel adopté,

\* L'OCF a indiqué qu'elle travaille à la publication des indicateurs biodiversité selon le référentiel TNFD (task-force on nature related disclosure).

\*\* A noter que Bank Al Maghrib fait partie du Réseau NGFS Network for Greening the Financial System qui a publié en septembre 2023 son cadre conceptuel pour les risques financiers liés à la nature, destiné à guider les politiques et actions des banques centrales et superviseurs financiers.

## La majorité des sociétés utilise un périmètre de reporting consolidé groupe

Répartition des sociétés (%) selon le périmètre de reporting



Majoritairement niveau  
entité sociale  
(37)

Majoritairement niveau  
consolidé groupe  
(45)

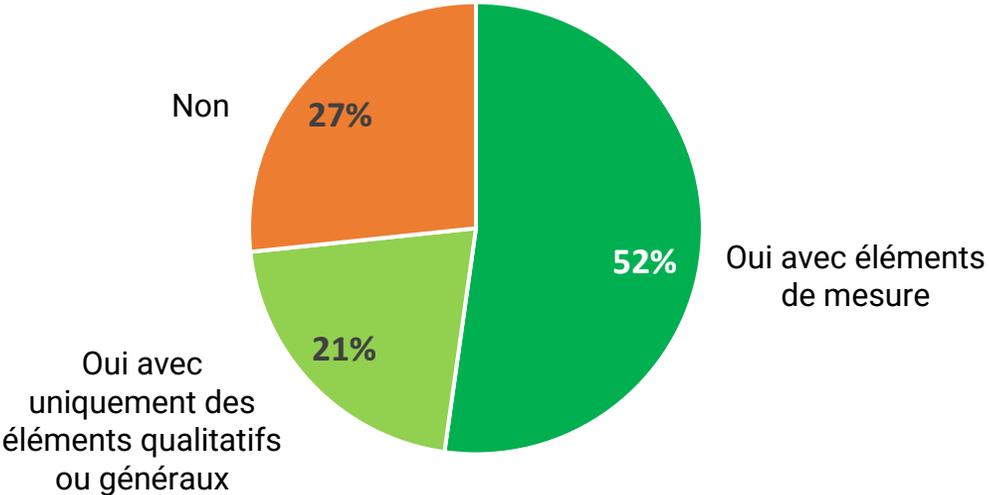
# 73% des sociétés ont communiqué sur leur politique environnementale<sup>1</sup>

- 66 sociétés, soit 73%, ont communiqué sur la politique environnementale de l'entreprise
- 47 sociétés, soit 52% ont communiqué des éléments de mesure sur cette politique et son implémentation, notamment à travers des résultats obtenus
- Le secteur de l'Energie, Transport et services aux collectivités fait figure de bon élève

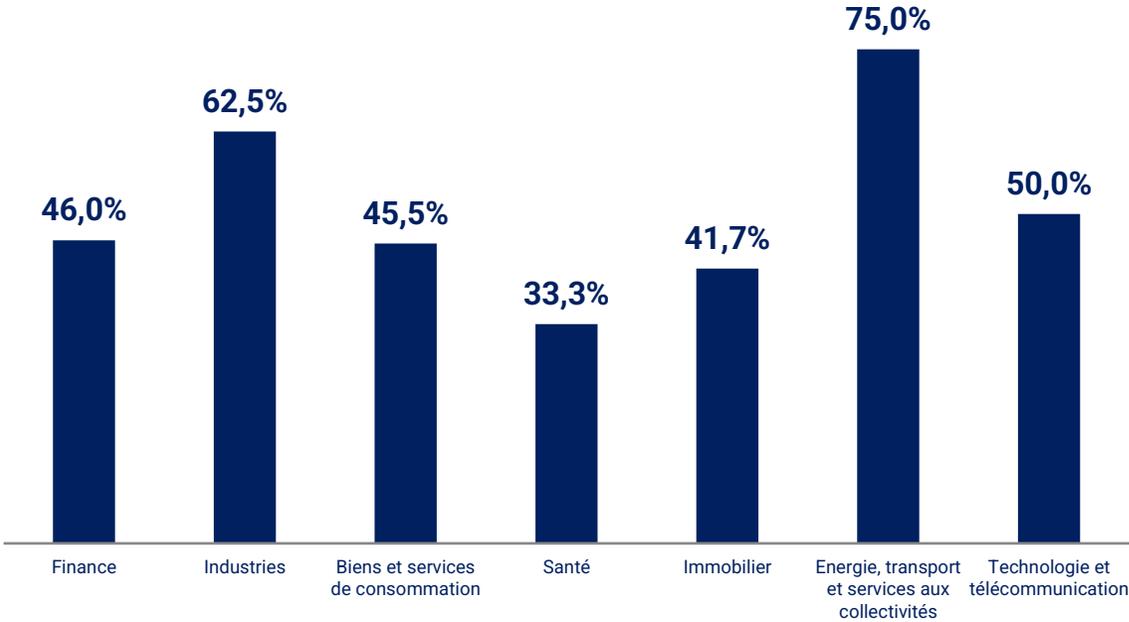


La publication de la politique environnementale est exigée par l'AMMC

Communication sur la politique climat/ E  
Panel: BM 90



Communication des éléments de mesure par secteur  
Panel: 47

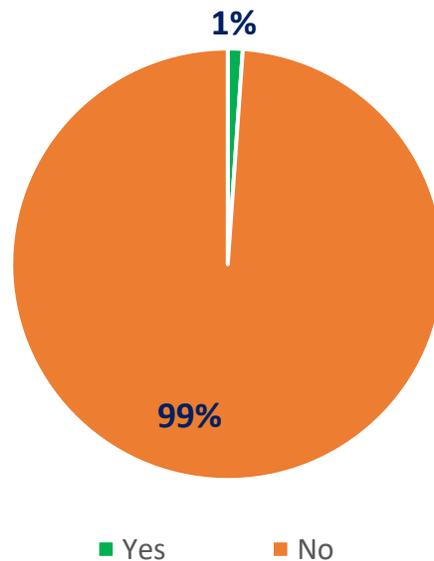


1 : Politique environnementale de l'entreprise liée à la lutte contre le changement climatique, à la protection et la préservation de l'environnement et à la promotion d'une économie et d'un écosystème durable

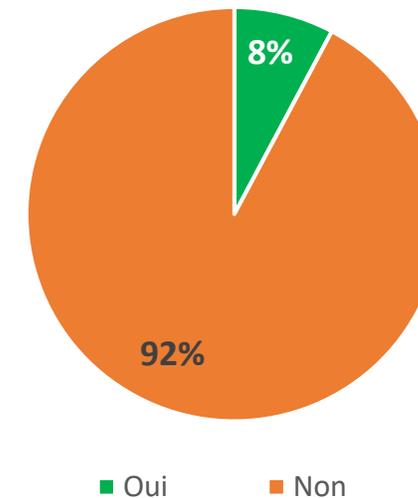
## Axe de progrès, les sociétés pourraient s'engager sur les objectifs quantitatifs de réduction des émissions GES et idéalement validés par SBTi et publier leurs engagements

- Parmi les 66 sociétés qui ont communiqué des éléments de politique environnementale, 1 seule société s'est engagée auprès de SBTi (sans objectif 1,5°C validé)
- 7 sociétés ont communiqué un objectif de réduction des émissions GES

Engagement SBTi



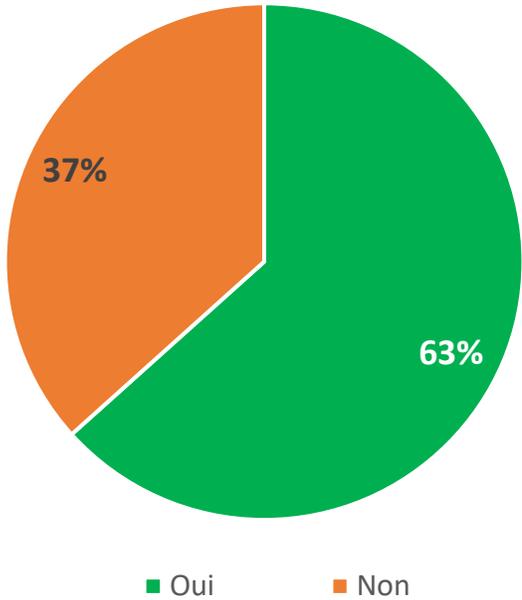
Communication  
Objectifs de réduction émissions GES



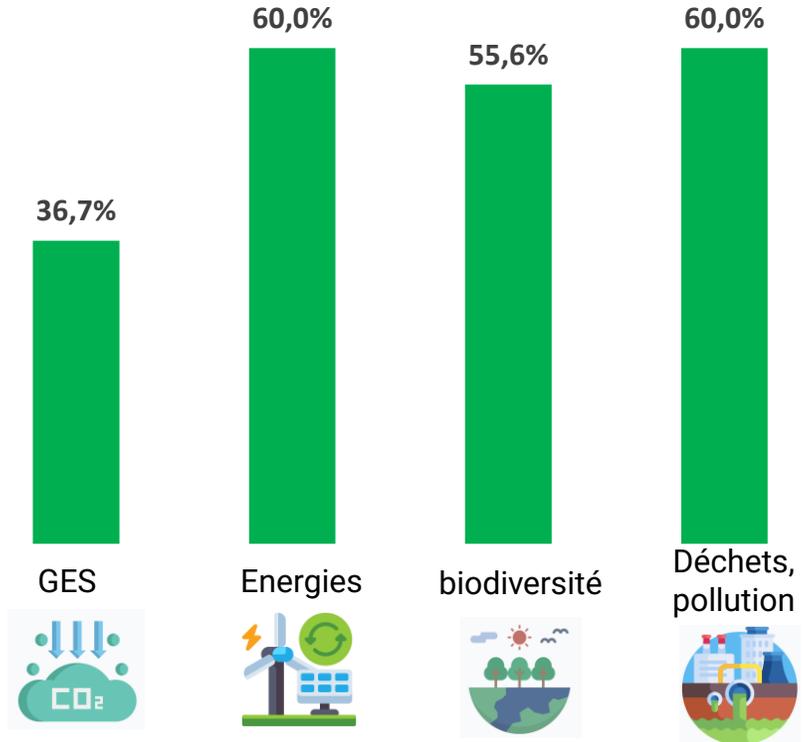
# 63% des sociétés ont publié au moins un indicateur de résultat environnemental

- 57 sociétés, soit 63%, ont communiqué des résultats liés à leur politique environnementale à travers au moins un des indicateurs environnementaux (1) GES (2) consommation ou efficacité énergétique (3) biodiversité, ressources naturelles (4) déchets-pollution

Résultats - au moins 1 indicateur E



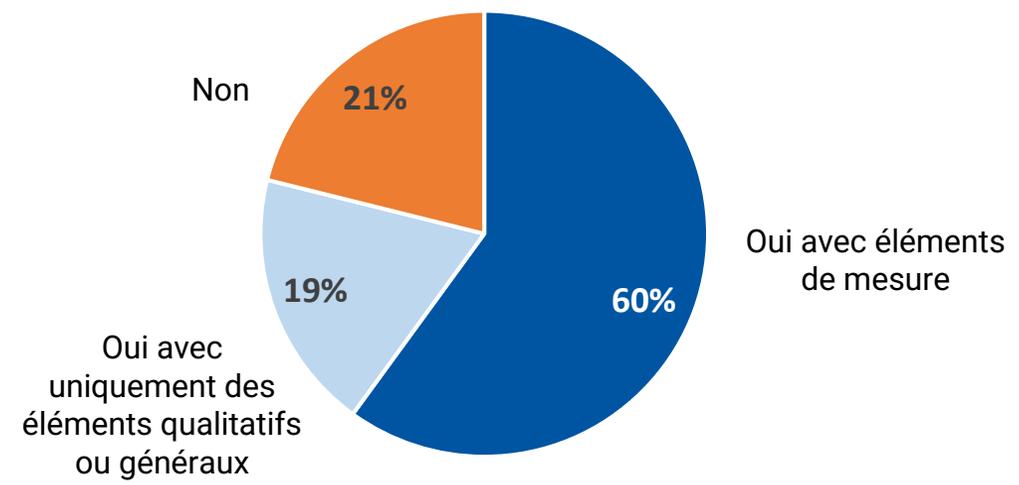
% de sociétés avec communication



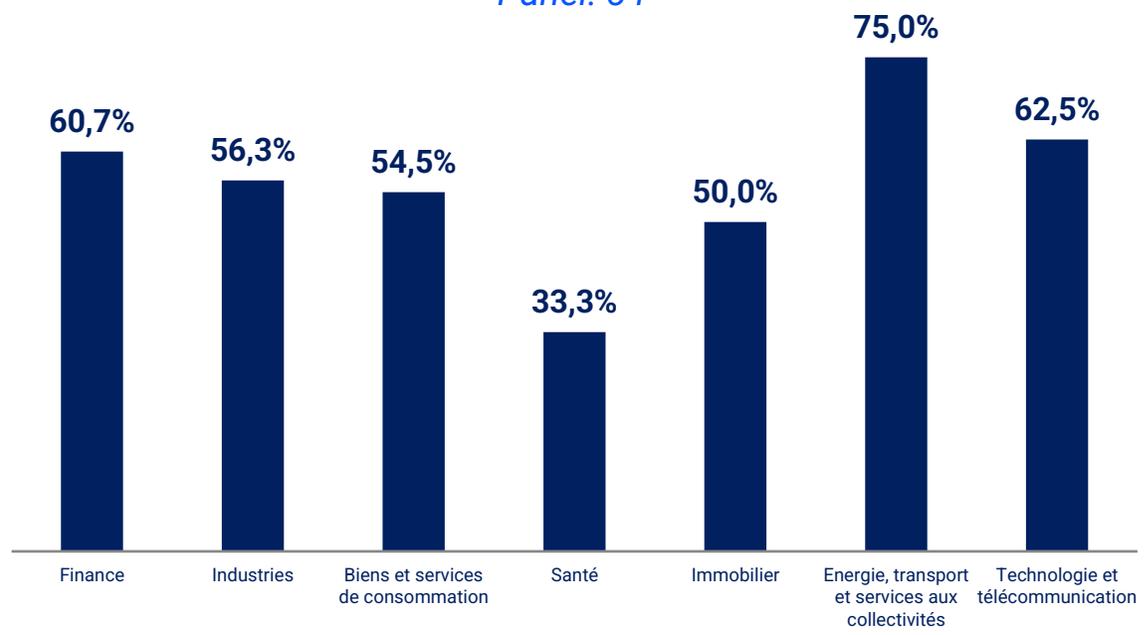
# 78% des sociétés ont communiqué sur leur politique sociale et sociétale<sup>1</sup>

- 70 sociétés, soit 78%, dont communiqué sur leur politique sociale et sociétale
- 54 sociétés, soit 60%, ont communiqué des éléments de mesure sur cette politique et son implémentation, notamment à travers des résultats obtenus
- Le secteur de l’Energie, Transport et services aux collectivités fait figure de bon élève, suivi de la Technologie et de la Finance

Communication sur la politique sociale-sociétale  
Panel: BM 90



Communication des éléments de mesure par secteur  
Panel: 54

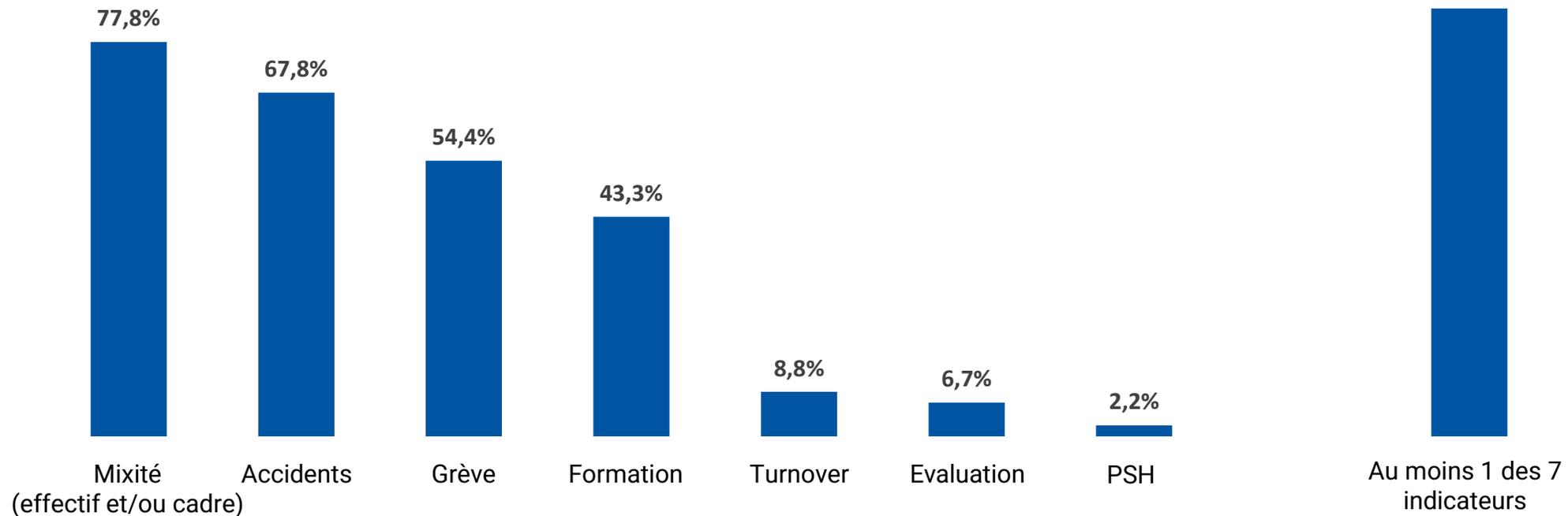


1. Politique de l’entreprise liée au capital humain, à l’équité et à l’égalité, à l’amélioration de la qualité des relations avec les différentes parties prenantes (employés, clients, fournisseurs, société)

## La plupart des sociétés ont publié des indicateurs de résultats RH

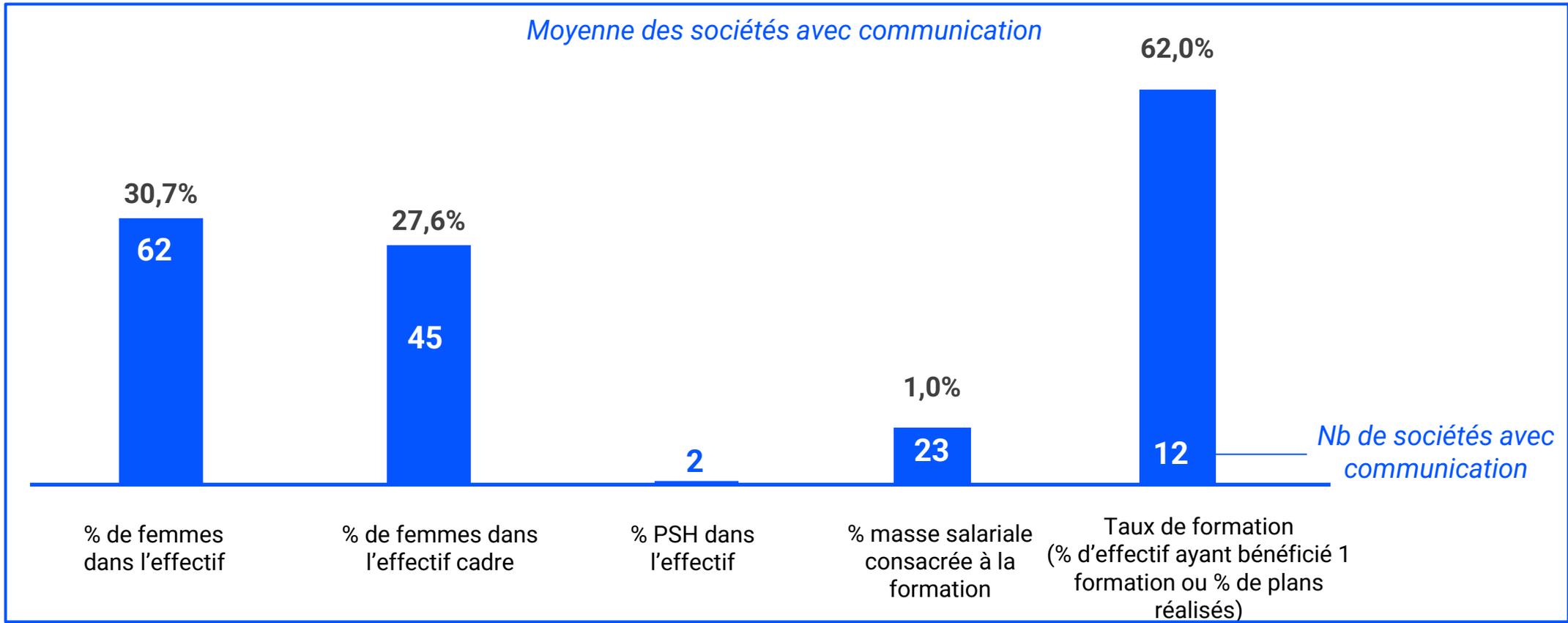
- Plus de la moitié des sociétés ont communiqué sur les indicateurs de mixité, d'accidents et de grève
- Près de la moitié ont communiqué un indicateur de résultat de la formation, entre % de la masse salariale, % d'effectif ayant suivi une formation ou % de plans de formation réalisés
- Le taux de turnover ainsi que celui de l'évaluation du personnel ou encore le % de PSH dans l'effectif sont peu communiqués
- 14 sociétés, soit 15,6%, n'ont communiqué aucun de ces 7 groupes d'indicateurs RH dans leur rapport annuel/ ESG

% de sociétés avec communication



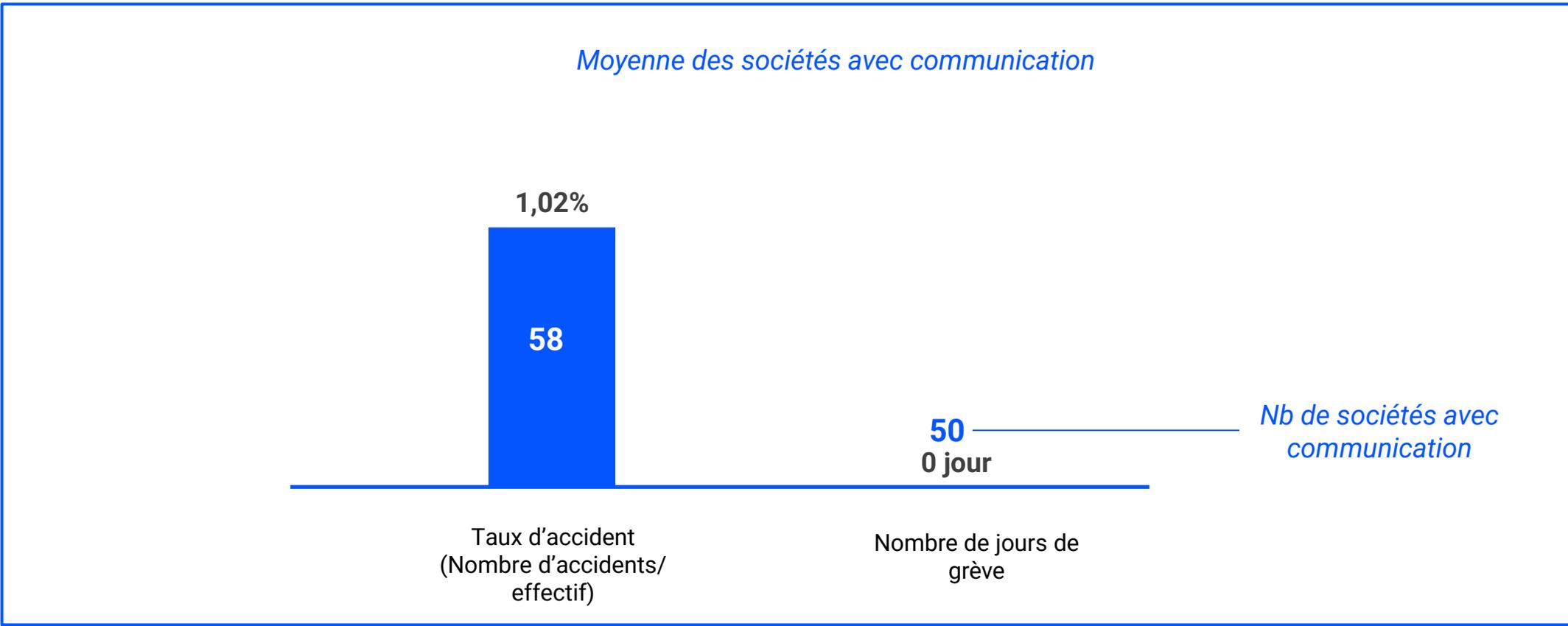
# Résultats de la politique sociale - Mixité et Formation

- Une moyenne de 30,7% de femmes dans l’effectif total et 27,6% de femmes dans l’effectif cadre pour les entreprises qui en ont communiqué l’information
- 2 seules sociétés ont communiqué le % d’employés handicapés



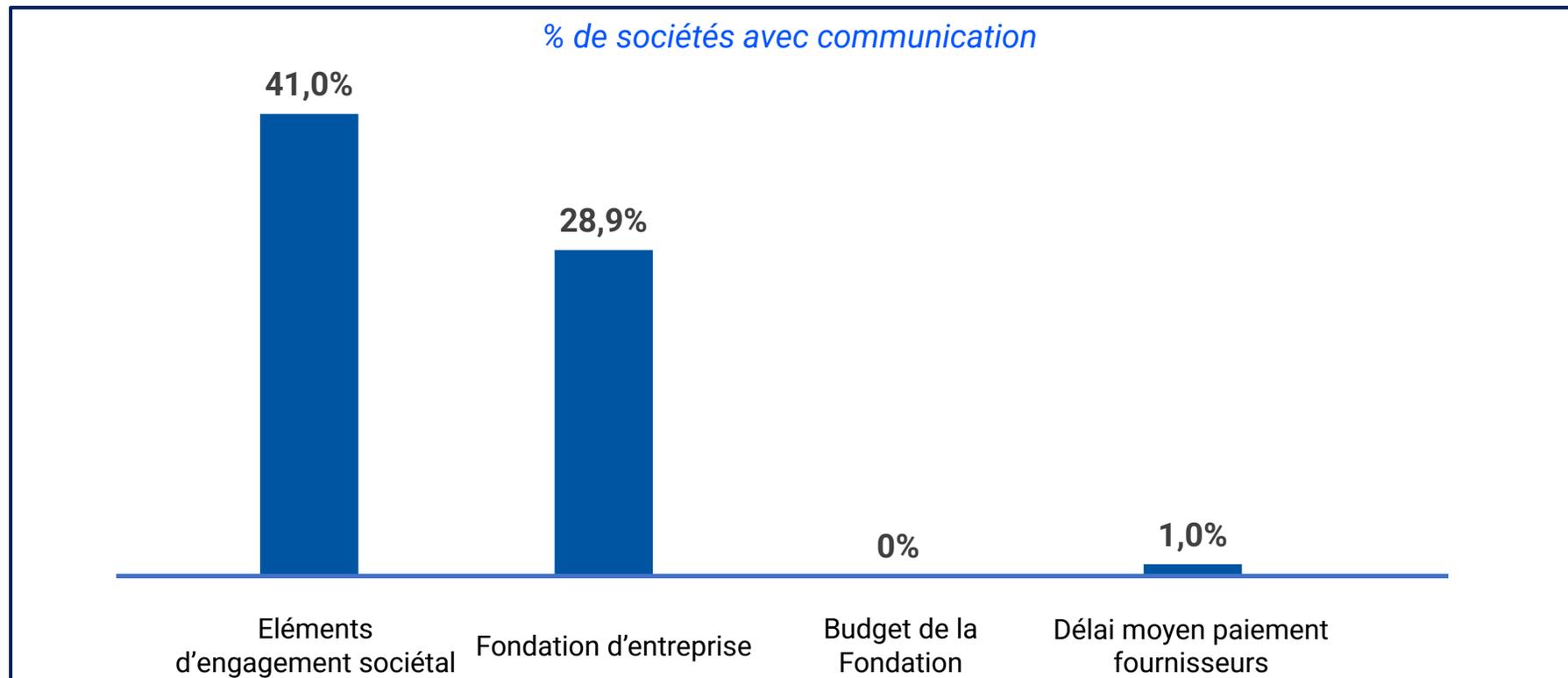
## Résultats de la politique sociale – Santé et Sécurité, Grève

- Une moyenne de 1% environ de taux d’accidents (ratio du nombre d’accidents par employé calculé) des 58 sociétés déclarantes
- Aucun jour de grève n’est déclaré en 2022 pour les 50 sociétés faisant la communication



## 41% des sociétés communiquent sur leur engagement sociétal

- 37 sociétés, soit 41% ont exposé leur politique sociétale et les résultats vis-à-vis des fournisseurs, des communautés, de la société civile, des territoires et des populations défavorisées
- 26 sociétés, soit 29% ont communiqué sur leur fondation d'entreprise qui gère les initiatives sociétales mais aucune société n'a communiqué de budget
- 1 seule société a communiqué le délai moyen de paiement de ses fournisseurs



## Synthèse de la communication E-S-G par secteur\*

- Les données et indicateurs environnementaux sont les plus communiqués par les entreprises, proche de 50% en moyenne, comparés à ceux de Gouvernance (2<sup>ème</sup> position, à 40%) et sociaux (à 36%)
- Pour les données sociales et sociétales, les entreprises utilisent davantage la communication narrative et descriptive et les indicateurs quantitatifs utilisés ne sont pas standardisés, ce qui explique en partie le taux de communication plus faible dans ce baromètre

		G ( 23 indicateurs)	E (9 indicateurs)	S (15 indicateurs)
27 sociétés - 30%	<b>Finance</b>	39,5%	40,5%	38,4%
18 sociétés - 20%	<b>Industries</b>	38,2%	59,4% ✓	38,4%
14 sociétés - 15,6%	<b>Biens et Services de consommation</b>	43,9% ✓	50% ✓	35,5%
3 sociétés - 3,3%	<b>Santé</b>	32,4%	22,2% !	41,7% ✓
10 sociétés - 11,1%	<b>Immobilier</b>	40,0%	37,5%	37,9%
10 sociétés - 11,1%	<b>Energie, Transport &amp; Services aux collectivités</b>	39,4%	54,5% ✓	32,5%
8 sociétés - 8,9%	<b>ICT</b>	42,7% ✓	43,8%	23,8% !
<b>Moyenne BM 90</b>		<b>40%</b>	<b>46%</b>	<b>36%</b>

## Sommaire

1. Préambule, méthodologie, scope
2. Diffusion des données
3. Structure de Gouvernance
4. Composition & Diversité des instances dirigeantes
5. Fonctionnement du Conseil
6. Composition et fonctionnement des Comités
7. Gouvernance Responsable
8. **Annexes**

## Composition du BM 90 (dont société cotée\* au 31.12.2022)

**AFMA, AFRIC INDUSTRIES, AFRIQUIA GAZ, AGMA, AKDITAL, ALLIANCE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER (ADI), ALLIANCES DARNA, ALUMINIUM DU MAROC, ARADEI CAPITAL, ATLANTASANAD, ATTIJARIWABA BANK, AUTO HALL, AUTO NEJMA, AUTOROUTES DU MAROC, BALIMA, BANK OF AFRICA, BCP (BANQUE CENTRALE POPULAIRE), BMCI, CARTIER SAADA, CDG CAPITAL, CFG BANK, CIH, CIMENT DU MAROC, COLORADO, COMPAGNIE MINIERE TOUISSIT (CMT), COSUMAR, CREDIT AGRICOLE DU MAROC, CREDIT DU MAROC, CTM, DARI COUSPATE, DELTA HOLDING, DISTY TECHNOLOGIES, DISWAY, EQDOM, FEC (FONDS D' EQUIPEMENT COMMUNAL ), FENIE BROSSETTE, GROUPE ADDOHA DOUJA PROMOTION, HOLDING AL OMRANE, HPS SA, IMMORENTE, INVOLYS, JAIDA, JET CONTRACTORS, LABEL VIE, LAFARGEHOLCIM MAROC, LES EAUX MINERALES D'OULMES, LESIEUR CRISTAL, LYDEC, M2M GROUP, MAGHREB OXYGÈNE, MAGHREB STEEL, MAGHREBAIL, MANAGEM, MAROC LEASING, MAROC TELECOM, MARSA MAROC, MED PAPER, MICRODATA, MUTANDIS SCA, OCP, ONCF, PROMOPHARM, RCI FINANCE MAROC, REBAB COMPANY, RESIDENCE DAR SAADA (RDS), RISMA, S2M, SALAFIN, SANLAM MAROC, SBM, SGMB, SMI, SNEP, SOFAC, SOGELEASE, SONASID, SOTHEMA, SRM, STOKVIS, STROC INDUSTRIE, TANGER MED PORT AUTHORITY, TAQA MOROCCO, TGCC, TIMAR, TOTALENERGIES MARKETING MAROC, UNIMER, WABA ASSURANCE, WAFABAIL, WAFASALAF, ZELLIDJA**

# Les données et indicateurs E-S-G analysées et restituées dans ce baromètre

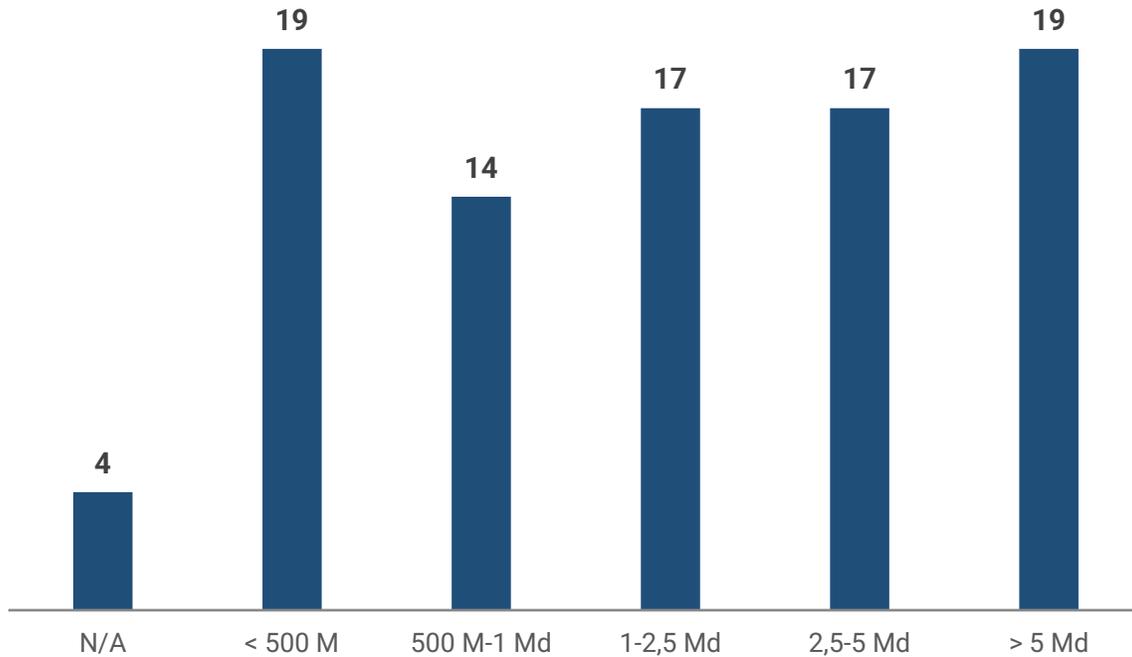
(versus circulaire AMMC n° 3/19 du 20 février 2020 relative aux opérations et informations financières)

G (23)	Exigence AMMC	E (9)	Exigence AMMC
Composition du conseil – nombre de membres votants	✓	Engagement SBTi	
Composition du conseil – indépendance des membres	✓	Objectifs relatifs à l'environnement - quali	✓
Composition du conseil – nationalité des membres		Objectifs relatifs à l'environnement - quanti	✓
Profil d'administrateurs – parcours professionnel avec bio détaillée		Objectifs – réduction d'émissions GES	
Détails des mandats et fonctions des administrateurs dans le et hors groupe	✓	Résultats – émission GES	
Nombre individuel de mandats individuel dans sociétés cotées		Résultats - Consommation d'énergie	✓
Nombre individuel de mandats dans toutes les sociétés et organisations	✓	Résultats – ressources, biodiversité	
Cartographie des compétences des administrateurs		Résultats – Déchets, pollution, économie circulaire	✓
Cartographie des compétences avec informations nominative		Résultats – finance durable	
Compétence RSE au sein du conseil déclarée		S (15)	Exigence AMMC
Mention d'une formation ou d'un process d'intégration pour un nouveau membre du conseil		Objectifs relatifs aux aspects sociaux et sociétaux, quali	✓
Nombre de réunions du conseil	✓	Objectifs relatifs aux aspects sociaux et sociétaux, quanti	✓
Taux d'assiduité moyen aux réunions de conseil	✓	Résultats - % de femmes dans l'effectif	✓
Liste des comités de conseil	✓	Résultats - % de femmes dans l'effectif cadre	✓
Composition détaillée des comités de conseil	✓	Résultats - % de PSH dans l'effectif	
Evaluation du conseil (auto-évaluation ou externe)		Budget de formation en % de la masse salariale	✓
Rémunération totale attribuée aux membres du conseil	✓	Résultats - % salariés ayant reçu une formation	✓
Référentiel de reporting RSE – ODD	✓ (obligation de citer le référentiel adopté, le cas échéant)	Résultats - % de plans de formation réalisés	
Référentiel de reporting RSE – GRI		Résultats – taux de turnover	✓
Référentiel de reporting RSE – SASB ou TCFD		Résultats – nombre de jours de grève	✓
Scope de reporting RSE (niveau consolidé / entité sociale)	✓	Résultats - % de l'effectif ayant reçu une évaluation	
Feuille de route et objectifs de développement durable - éléments quali uniquement	✓	Résultats – nombre d'accidents	✓
Feuille de route et objectifs de développement durable avec échéance et éléments quanti		Résultats – délai moyen de paiement des fournisseurs	
		Existence et initiatives de fondation d'entreprise	
		Budget de fondation d'entreprise	

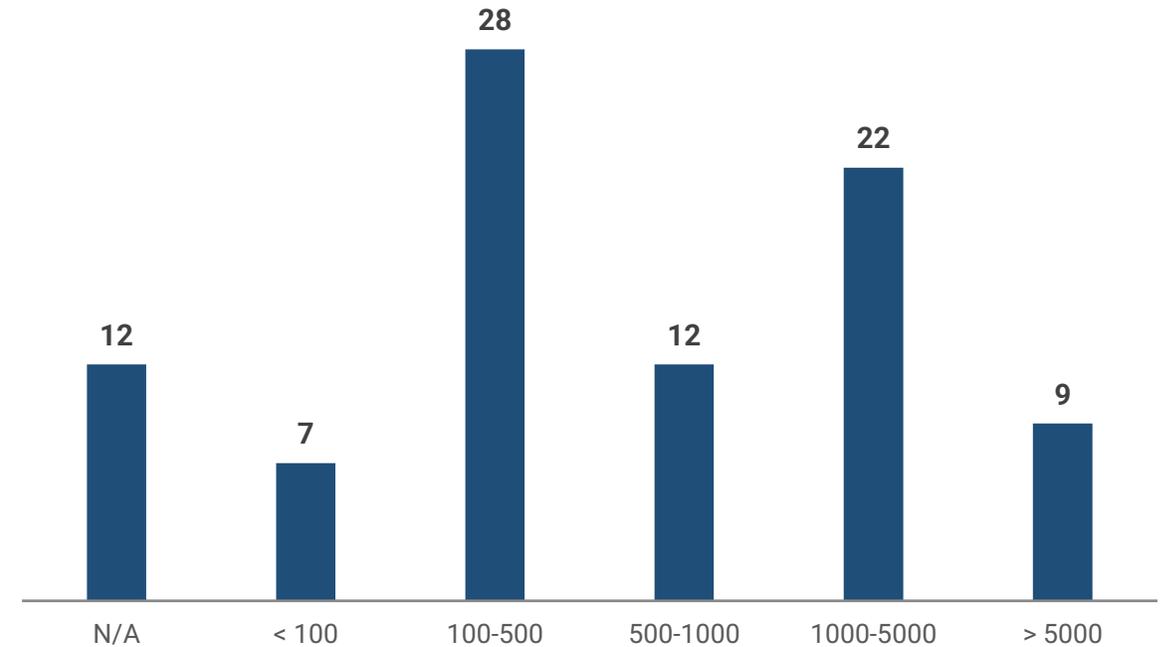
associant la prospérité des actionnaires à l'utilité économique et sociale de l'investissement

**Les sociétés du Panel BM 90 sont équiréparties selon le chiffre d'affaires alors que leurs effectifs se situent entre 100 et 500 pour le tiers d'entre elles**

Répartition selon chiffre d'affaires 2022  
(en MAD)



Répartition selon l'effectif 2022



# A propos de

## CFA

Fondé en mars 2012, a pour principal objectif de promouvoir la participation des femmes dans les Conseils d'Administration et de Surveillance des entreprises des secteurs public et privé au Maroc et à l'étranger et d'oeuvrer pour une gouvernance performante, responsable et durable.

[www.cfa-maroc.com](http://www.cfa-maroc.com)  
[cfamaroc20120@gmail.com](mailto:cfamaroc20120@gmail.com)

## CGEM

Créée en 1947, CGEM représente plus de 90.000 membres directs et affiliés, dont 95% de TPME. Elle s'est imposée comme le représentant officiel du secteur privé auprès des pouvoirs publics, des partenaires sociaux et des institutionnels. Elle porte la voix du secteur privé en le représentant, en défendant ses intérêts aux niveaux régional, national et international et en œuvrant pour un climat des affaires favorable à l'acte d'entreprendre. Elle dispose de 18 commissions dont celles « RSE et Diversité » et « Ethique et Gouvernance ». La CGEM co-préside La Commission nationale de gouvernance d'entreprise (CNGE); Le Gouvernement a confié à la CNGE le soin de remettre à jour le code et les codes annexes sur la base de l'expérience acquise et au vu de l'évolution des normes de gouvernance au niveau international depuis 2008.

[cgem@cgem.ma](mailto:cgem@cgem.ma)

## IMA

Créé en juin 2009 sous forme d'une association à but non lucratif a pour mission principale de fournir la formation, l'information et l'expertise nécessaires aux administrateurs de sociétés, en vue de promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise au sein des conseils d'administration et de professionnaliser la fonction d'administrateur.

[www.institut-administrateurs.ma](http://www.institut-administrateurs.ma)  
[contact@institut.ma](mailto:contact@institut.ma)

## Ethics & Boards

Spécialiste des solutions d'évaluation et de pilotage de la gouvernance, basées sur l'agrégation et la structuration de 400+ points de données par conseil, Ethics & Boards fournit à l'ensemble des parties prenantes des outils d'évaluation transparente de la gouvernance responsable au-delà de la conformité. Ethics & Boards aide l'entreprise, l'investisseur et les parties prenantes à appréhender et utiliser la gouvernance responsable et son évaluation comme outil de diagnostic, d'analyse et de pilotage de leur engagement responsable.

[Ethicsandboards.com](http://Ethicsandboards.com)  
[contact@ethicsandboards.com](mailto:contact@ethicsandboards.com)

## CFA

Ilham TAHIRI JOUTEI  
Imane OUZZI



## CGEM

Chadia JAZOULI  
Bouchra DRADY



## IMA

Lamia El BOUANANI  
Mehdi SAHLI



## Ethics & Boards

Anthony FINAN  
Juliette LI



## CFA

[www.cfa-maroc.com](http://www.cfa-maroc.com)  
[cfamaroc20120@gmail.com](mailto:cfamaroc20120@gmail.com)

## CGEM

23, Bd Mohamed Abdou Quartier  
Palmiers 20340 Casablanca - Maroc

[cgem@cgem.ma](mailto:cgem@cgem.ma)  
+212 522 99 70 00

## IMA

[www.institut-administrateurs.ma](http://www.institut-administrateurs.ma)  
[contact@institut.ma](mailto:contact@institut.ma)  
+212537563289

## ETHICS & BOARDS

[www.ethicsandboards.com](http://www.ethicsandboards.com)  
[contact@ethicsandboards.com](mailto:contact@ethicsandboards.com)  
+33 (1) 45 61 66 54